

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

LE NUCLEAIRE
CONTRE L'EMPLOI

NUMÉRO 206
6 JANVIER-6 FEVRIER 81

GISCARD LACHE LES PAYSANS

SCANDALE POLITIQUE
ET FINANCIER
A PLOERMEL.

LES LAPONS, UN PEUPLE
SUR LE TOIT DU MONDE

QUI CONNAIT
LES BLEIZI-RUZ ?

GARAGE LE VELLY

14, rue Pierre Sémard - BREST

Téléphone : (98)02.07.23

STAGE CODE CONDUITE

Traditionnel possible

Permis B - C - D - C1

Conditions de fin d'année

CERBA QUIMPER

98 bis, avenue de la Libération

Tél. (98)90.41.24

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

—
PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs

Tél. (98)40.90.92

3, rue Jacques-Cartier

35400 SAINT-MALO

« E korn ar blasenn »

levriou brezhoneg

hag kalz traou all mesk ha mesk

LIBRAIRIE - PAPETERIE - JOURNAUX

13, rue de Gasté

Place Sanquer - Tél. 80.48.06

Gérard ANSQUER

Bourg de Guengat

Tél. 94.34.34

Chauffage - Sanitaire

Electricité

Plomberie - Dépannages

brûleurs - Entretien



Elles chauffent LES CHEMINÉES D'AUJOURD'HUI

— Cheminées RENÉ BRISACH

— Poêles-cheminées DEVILLE

— Choix très important d'accessoires

17, avenue de la Libération - 29000 QUIMPER

Tél. : 90.63.33

Appelez ou venez nous voir à l'adresse ci-dessous

Téléphone : 45.34.85

254, rue Anatole-France - BREST

PERMANENCE TOUTS LES LUNDIS

Atelier de réparations de tout matériel électrique

Dépannage - Entretien

Réparation - Installation

LUCAS ELECTRICITE

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Faites
confiance à...

Alimentaires

EUROMARCHE

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.

(le samedi de 9h. à 19h.)



Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

ON PRÉPARE QUELQUE CHOSE

On ne vous en dit pas plus, mais on prépare quelque chose pour le printemps...

Un progrès de plus pour le Peuple Breton, un progrès qui n'est rendu envisageable que grâce à votre fidélité...

Mais, pour le moment, chut...

D'ailleurs, il ne reste plus de place pour vous en dire plus aujourd'hui...

1^{ère} liste

Porte à porte, Bois de Pleuven	5,00
R. Perennes, Retiers	20,00
T. Sternis, St-Laurent (74)	50,00
Christian M., Plouzané	50,00
M. Oppici, Gabon	75,00
M. Bonnefoy, Cergy (95)	20,00
R. Le Duc, St-Brieuc	20,00
G. Molac, Plomodiern	30,00
I. Cochevelou, Guidel	20,00
Maurice M., Clohars Carnoët	50,00
Louis D., Pleuven	20,00
J.-C. Taverson, Nantes	50,00
H.F. Langouet, Rennes	20,00
P. Jégou, Lorient	20,00
J.-M. Guigot, Colombes (92)	70,00
Y. Brusq, Douarnenez	25,00
Jean T., Angers (49)	20,00
T. Daéron, Quimper	50,00
R. Le Gleau, Brest	40,00
D. Fresneau, St-Laurent (41)	20,00
D. Karboviac, Freyming (57)	25,00
Jean-Yves A., Vannes	20,00
Patrick F., Dinan	50,00
P. Boissin, Paris (75)	20,00
Guy F., Dinan	50,00
D. Kerfoant, Pontoise (95)	20,00
J. Rolland, Sartrouville (78)	50,00
L. Le Coq, Guichen	150,00
J. Bongon, Criqueot (76)	50,00

P. Pelleter, Paris (75)	10,00
J. Montagu, Lorient	50,00
H. Cosset, St-Sébastien-sur-Loire	20,00
J. Queinnec, Darnetal (76)	20,00
Jean C., Rennes	20,00
R. Durand Maclou, Pointe à Pitre (97)	65,00
J. Bedard, Arnouville-les-Gonnesse (95)	50,00
O. Leist, Allemagne	15,00
D. Chenevière, Lorient	20,00
L. Bernauda, St-Thibault (77)	20,00
P. Bessonneau, St Sébastien-sur-Loire	20,00
A. Ily, Lesneven	50,00
M. Guinard, Pleneuf	20,00
Emile G., Lamballe	20,00
Maurice Le B., Penmarc'h	20,00
M. Le Guen, Champigny-sur-Marne (94)	20,00
René B. Aix-en-Provence (13)	20,00
Marcel L., La Ravoire (73)	20,00
C. Le Borgne, Elven	30,00
C. Vidament, Le Mans (72)	50,00
Youenn C., Le Faouet	20,00
L. L'Hostis, Pornichet	20,00
Raymond Q., Le Relecq Kerhuon	30,00
Y. Hamon, Blois (41)	50,00
B. Derouaud, Paris (75)	150,00
J. Garoche, St-Brieuc	30,00
Danièle Le B., Bénodet	20,00
André Le B., Médreac	10,00
D. Soublin, Sotteville-les-Rouen (76)	50,00
P. Berthevas, Guipavas	50,00
D. Le Corre, Guémené sur Scorff	20,00
J. Le Fèvre, Brest	50,00
Michel D., Yverres (91)	20,00
Pierre M., Clamart (92)	50,00
J. Marot, Plœmeur	20,00
B. Leprohon, Brest	50,00
F. Le Du, Paris (75)	100,00
Richard S., Villeneuve-la-Garenne (92)	20,00
M. Rault, Talence (33)	50,00
F. Allain, Plouzané	100,00
J.C. Le Mestralan, Nantes	20,00
M. Coatmen, Rouen (76)	20,00
Y. Goarant, Lorient	50,00
L. Le Touze, Moëlan sur Mer	50,00
M.J. Alanot, Lorient	20,00
Jacques de la J., Vannes	20,00
C. Pellen, Vincennes (94)	50,00
J.P. Guillou, Chartres (28)	20,00

2830,00



Roland Coiffures

Biosthéticien
Minivague
Couleurs

Musique d'ambiance

81, rue BRANDA
(près Nouvelles Galeries)
44.62.75 BREST

Soissons
cheveux à la
disposition
du client

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F
Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

SOMMAIRE

EDITORIAL

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS,
ÇA EXISTE 4

AGRICULTURE

LES PAYSANS BRETONS
DANS L'ENGRENAGE 6

SOCIÉTÉ

LE JUIF, LE NOIR, L'ARABE 9

NUCLÉAIRE

L'ENJEU DE L'EMPLOI 10

SOCIAL

SCANDALE ÉCONOMIQUE
ET POLITIQUE A PLOERMEL 13
PAYS DE VANNES :
ÇA S'ÉCROULE 15
PLEUBIAN :
PARTIR OU SE BATTRE 32

ECONOMIE

AUDITION PUBLIQUE
A FOUESNANT 14
BRETAGNE-COLONIE,
LE LANGAGE DES CHIFFRES 16
POUR LE RAIL BRETON 21

POLITIQUE

L'AMNISTIE POUR LES
DÉTENUS POLITIQUES 20

CHRONIQUES

CHICHE 5
LE PROBLÈME BRETON
DE NANTES A BREST 17
P.B. SERVICE 20

INTERNATIONAL

LES LAPONS 22
NELSON MANDELA 23

CULTURE

LIVRES :
DUMONT - TAZIEFF
J.-J. SERVAN SCHREIBER . 24
DISQUES 25
MUSIQUE : BLEIZI RUZ 26
PEINTURE :
GLAODA JAOUEN 28

COURRIER DES LECTEURS 30



**Breiz
Kabigs**

Petite et grande taille

« Breizh Kabigs »
247, rue Jean-Jaurès

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Dépôt légal : 1^{er} trimestre
Directeur de la publication : J. Guéguénat

L'IMPERIALISME FRANÇAIS, ÇA EXISTE (aussi...)

DES interventions françaises en Afrique au nucléaire, et du nucléaire aux travailleurs immigrés, il y a plus qu'une convergence d'événements: une logique, celle de la préservation de l'ordre économique international.

L'attitude de la France dans l'affaire Tchadienne révèle, une fois de plus, les objectifs fondamentaux de sa politique en Afrique: défendre le statu-quo hérité de la colonisation; étouffer toute tentative de libération économique ou nationale des peuples africains.

Pour cela, la France a méthodiquement élaboré sa stratégie: un système de traités de «défense mutuelle» conclus avec les jeunes états nés de l'indépendance; des relations soigneusement entretenues, grâce à une politique d'échange de cadeaux dont certains sont restés célèbres, avec des chefs d'État «made in France». Les interventions militaires se trouvent ainsi légitimées, selon un processus exactement identique à celui de l'intervention russe en Afghanistan...

Il ne reste plus, à chaque fois, qu'à trouver des raisons avouables pour justifier ces interventions. Au Zaïre, en 1979, il fallait voler au secours du dictateur Mobutu, menacé par des forces progressistes: on invoque l'insécurité des ressortissants français. Sous le même prétexte, au moment de la chute de Bokassa, les paras français investissent l'ambassade de France en Centrafrique et évitent ainsi que ne soient dispersés des documents compromettant pour Giscard. Début 80, en Tunisie, l'armée française intervient pour mater un soulèvement révolutionnaire que les médias essaient de faire passer pour une intervention Libyenne.

Et si Khadafi est, par les temps qui courent, l'ennemi désigné, c'est que sa pratique, quelles que soient ses motivations, va à l'encontre de la domination de l'Afrique par l'Occident.

Quand la France prétend défendre la liberté des états «modérés d'Afrique», c'est en réalité sa propre liberté de piller les ressources de ces pays qu'elle défend. Ce n'est pas la liberté du peuple Tchadien qui intéresse la France, c'est son uranium. Ce n'est pas la liberté du Zaïre qui intéresse la France, c'est son uranium. Et si Giscard a organisé le sacre du sanguinaire Bokassa en Centrafrique, c'est pour permettre à la compagnie minière que dirige son cousin Jacques Giscard d'Estaing, par ailleurs directeur financier du commissariat à l'énergie atomique, d'exploiter impunément le gisement d'uranium de Bokourna.

Les 2/3 des ressources mondiales d'uranium, sont Africaines (Tchad, Zaïre, Gabon, Centrafrique, Afrique du Sud...). Il s'agit donc pour la France et l'Occident de maintenir ces pays dans une situation de misère sociale et d'exploitation telle que l'approvisionnement en uranium puisse se faire au moindre coût. Si ces pays prenaient en main leur propre destin, comme l'ont fait, d'une certaine façon, les pays de l'OPEP, et vendaient l'uranium à sa véritable valeur économique, les groupes financiers à dominante américaine qui ont investi dans le nucléaire courraient à la banqueroute, et le programme électronucléaire français qui de l'aveu même des experts officiels, n'est même pas rentable dans les conditions actuelles, serait tout simplement irréalisable.

EDF et les groupes financiers auxquels elle est liée à travers un certain nombre de sociétés mixtes (voir P.B. n°183), nous font miroiter quelques retombées économiques en échange de la centrale de Plogoff. Ce sont



D.R.

là les miettes des profits impérialistes — c'est-à-dire des profits réalisés par la surexploitation des matières premières et des travailleurs d'Afrique — que le capital international veut bien rétrocéder aux travailleurs Bretons — c'est le prix — dérisoire — qu'il est prêt à payer pour acheter la caution des forces du travail et réussir ainsi son entreprise de redéploiement.

Le PCF pense qu'il faut accepter ces miettes...

Nous pensons que non car les travailleurs bretons et les travailleurs de l'Hexagone, ont tout à perdre dans cette affaire. Le coût du programme nucléaire français nécessitera des investissements énormes et sa réalisation ne pourra se faire qu'en sacrifiant le développement d'autres secteurs économiques qui seraient, eux, créateurs d'emploi.

Mais surtout, nous n'accepterons pas ces miettes parce qu'on ne peut à la fois s'élever, comme l'a fait récemment Georges Marchais à l'Assemblée Nationale, contre la politique Française au Tchad, et soutenir par ailleurs le programme nucléaire français. Le second ne va pas sans la première.

Ce que nous n'acceptons pas non plus, c'est la campagne développée autour des travailleurs immigrés à l'occasion des événements de Vitry. Car si nous savons, avec la centrale de Plogoff, ce que colonisation veut dire, nous avons aussi, en Bretagne une idée très nette de ce que veut dire l'émigration.

Même s'il est prudent, dans la conjoncture actuelle, de mettre un frein à l'immigration, faire apparaître la main-d'œuvre immigrée comme concurrentielle aux yeux des travailleurs français, en cette période de chômage présente de graves dangers: on risque ainsi d'accréditer l'idée qu'en renvoyant chez eux les 4 millions de travailleurs «étrangers» on résoudrait du même coup le problème du chômage, ce qui est totalement faux. Le chômage existe parce que le capitalisme l'organise.

Et il l'organise parce qu'il est plus rémunérateur de transférer ailleurs la production, là où la main-d'œuvre est bon marché, pillable à merci, sans traditions et sans possibilités de lutte.

De plus on a trop tendance à ne voir le problème que du côté français; on parle de travailleurs immigrés et on oublie l'autre aspect des choses: l'émigration et le drame humain que ce terme recouvre. La misère a arraché ces hommes à leur famille, à leur culture, à leur pays qui ne peut les nourrir et on a vu pourquoi. L'intégration dans un milieu étranger est toujours difficile: donner des (mauvaises) raisons de les rejeter davantage, ne peut qu'attiser un racisme qui ne demande trop souvent qu'à s'exprimer.

On ne peut accepter que par démagogie électorale et par excès de nationalisme, on demande aux travailleurs de faire le jeu du capitalisme international et de mettre entre parenthèses l'internationalisme prolétarien, surtout lorsque comme c'est le cas, les travailleurs du centre n'ont strictement rien à gagner à l'exploitation des travailleurs de la périphérie. Le capitalisme international ne se nourrit en Afrique que pour mieux affronter les forces du travail en Occident.



U.D.B.

CHICHE ? ...

La citation du mois

LE général Forest à propos du moral de l'armée française: «on n'a pas besoin de recrues ayant un niveau général trop élevé. Le 2^e REP a eu pendant un temps un niveau général supérieur à 12. C'était trop. Ils ont eu des problèmes à n'en plus finir, en particulier des désertions».

Il ne reste plus qu'à proposer la nomination d'un si perspicace général à la tête des troupes françaises en République centrafricaine.

Carnet mondain

ON apprend la nomination de M. André L'Homme, au poste de directeur de cabinet du PDG de la troisième chaîne, M. Claude Contamine, M. L'Homme est l'ancien directeur régional de FR3 Bretagne.

On apprend la nomination de M. Jean-Pierre Coudurier, au conseil d'administration de FR3 au titre de représentant de la presse française, M. Coudurier est PDG du «Télégramme de Brest et de l'Ouest».

Les promoteurs de la Charte culturelle n'ont pas encore déclaré que ces nominations rendaient espoir aux téléspectateurs bretonnants. Mais cela ne saurait tarder.

Plogoff, ça presse

QU'IL est loin le temps où le PCF attaquait la «presse bourgeoise» pour avoir rapporté («déformé», disait-il alors) les propos de Georges Marchais se déclarant, à Carhaix, tout à fait favorable à la construction d'une centrale à Plogoff. Aujourd'hui, le PC accuse cette même presse de favoriser et d'exciter les anti-nucléaires, faisant ainsi, comme chacun sait, le jeu du pouvoir.

Pourtant, jamais les communistes ne furent aussi gâtés que maintenant. Tout passe. A condition que ça parle de Plogoff. Ou alors des travailleurs immigrés. Les autres communiqués, sur le chômage ou la crise, finissent toujours au panier.

Alors, dans le débat nucléaire, qui fait le jeu du pouvoir?

Casse-tête Palestinien (suite)

Michel Rocard, secrétaire national du parti socialiste à rencontré à Beyrouth M. Yasser Arafat, président de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine).

M. Charles Hernu, député socialiste, a rencontré à Tel-Aviv M. Hayim Barlev, secrétaire général du parti travailliste. Ils ont évoqué les espoirs d'aboutir à un accord de paix dans le cadre d'une «solution jordanienne» du problème palestinien.

La position du PS sur la Palestine, est-ce de l'œcuménisme, de l'hébreu ou de la démagogie?

Travail du chapeau

LIONEL Stoléru n'est pas peu fier du petit livret que son secrétariat d'État vient de consacrer au «Travail manuel des Régions de France». On y trouve en effet, page 30, la recette authentique de la galette bretonne, avec cette précision, indispensable à tous les travailleurs manuels, qu'elle peut enrouler une saucisse de Quimper (grillée).

On y trouve aussi, page 81, cette confidence concernant les Pays-de-Loire: «Les cinq départements, mariés de force sur le plan administratif, n'ont que peu d'affinités entre eux».

Comment, Lionel, avez-vous pu laisser passer un tel aveu? C'est du travail manuel ou du travail du chapeau?

Dangereux

LE RPR vient de demander un renforcement des mesures de sécurité dans la région du Cap-Sizun. Non que le projet de centrale en soit la cause... Il ne s'agit pas d'assurer la sécurité du nucléaire mais celle du député Guermeur.

Pourquoi? Il est dangereux?

RAYMOND

A DIT :

«ÇA SUFFIT !»

La SATMOR (Société d'Aménagement Touristique du Morbihan), a entrepris des travaux à l'étang au Duc à Ploërmel. Que s'est-il passé pour que cette société, présidée par P. Orain, demande au Conseil 570.000 F dans le cadre de ses travaux? Déjà en 1979, la SATMOR avait demandé deux mises en jeu de la garantie départementale pour un montant de 350.000 F. Dans le projet de budget supplémentaire de 1979, le préfet avait simplement écrit en guise d'explication «dossier spécial». Petit cachotier!

Toujours dans le pays de Ploërmel, (décidément), la «malheureuse affaire» de Galva-Ouest à La Chapelle-Caron coûtera 3.113.000 F au département en garantie des emprunts que le premier industriel n'avait pu rembourser. Espérons que la société qui a repris le «Galva» sera plus sérieuse.

Malgré ces échecs éclatants, Cavaillé, le député de Pontivy, aurait voulu que le département et les communes continuent de financer les usines. Pour se faire élire, rien de tel que d'annoncer qu'on va être l'heureux papa d'une usine, pas vrai? Marcellin, lui, trouve que ses amis se sont assez grillés les poils dans de «malheureuses affaires» et il n'a eu aucun mal à refiler à la Chambre de Commerce le financement des bâtiments industriels. Du Boisbaudry le président de la très secrète Commission Départementale a tenu à justifier les bénédictions accordées jusqu'à présent aux financements par les communes: «il y a eu deux échecs, tout le reste a été réussi», a-t-il dit. Mais «Raymond» n'a pas fléchi: désormais c'est la Chambre de Commerce et d'Industrie qui fera son métier en étudiant et en réalisant le financement des bâtiments industriels. Ça sera peut-être plus sérieusement fait...

BAILLY BLANDEAU



OPTICIEN

DIPLÔMÉ

114 bis, rue Jean-Jaurès
29200 BREST - Tél. (98)44.12.63

Art et Musique

Daniel Paris, artisan luthier

2, rue du Couëdic - 29200 BREST
Téléphone : 80.47.41

Ventes - Réparations instruments
de musique



Yvon Boëlle-Sellit

Les paysans bretons dans l'engrenage

Dans un travail actuellement en cours d'élaboration, la commission de l'agriculture de l'Union Démocratique Bretonne analyse l'évolution récente de l'agriculture bretonne et de ses contradictions. Pour le parti autonomiste breton, on ne peut guère comprendre cette évolution si on évite de la considérer dans son contexte européen et même mondial.

La politique agricole est un maillon de la nouvelle politique mondiale de division du travail et pour l'UDB, c'est forcément dans une optique anti-impérialiste qu'il faut se placer si l'on veut éviter des analyses tronquées et des solutions sans avenir.

Il faut reconnaître à ce langage une nouveauté certaine :

Depuis 1974, la bourgeoisie au pouvoir est confrontée à la nécessité de réorienter l'accumulation de capital afin d'assurer la permanence d'un taux de profit qui puisse lui garantir la perpétuation de sa domination. Cette réorientation de l'accumulation du capital est à la fois géographique et sectorielle : certaines activités sont liquidées au profit de régions ou pays

mieux placés tandis que certains secteurs bénéficient de l'aide privilégiée de l'État, le tout traduisant une nouvelle division internationale du travail qu'organisent les multinationales.

Ce redéploiement implique tout d'abord le rétablissement du taux de profit des grands groupes... et provoque un développement du chômage. Pour payer ces profits... et ces chômeurs, il est nécessaire d'imposer une **politique d'austérité**, tant au niveau de la consommation privée que publique.

Il est donc logique que, dans ce cadre, la politique agricole vise avant tout à faire «participer» la paysannerie à «l'effort d'austérité». Pour y parvenir, le moyen le plus simple est de faire pression sur les prix. Et aussi, à préparer une loi-cadre qui puisse impulser une nouvelle accélération de l'intégration de l'agriculture à l'économie marchande capitaliste.

C'est l'union de la gauche qui a, un temps, retardé ce processus.

De 74 à 78, la dynamique de la Gauche empêche la bourgeoisie d'appliquer une politique trop dure. L'appui de l'électorat paysan lui est encore bien

nécessaire et ce n'est qu'après 1978 que les effets de cette politique vont vraiment se durcir pour être finalement explicités dans la loi d'orientation agricole de 1980...

Les chiffres montrent nettement le renversement de la tendance observée en France quant à l'évolution du revenu des agriculteurs à partir de 1974. A noter qu'en 77, l'année pré-électorale, la baisse du revenu a été — par hasard ? — stoppée. En 81, on aura peut-être, avec le «cadeau» de Giscard, une pause du même ordre...

L'austérité frappe aussi les paysans

De 69 à 74, en effet, le résultat net agricole par exploitation a toujours augmenté en France (de 15,9% par exemple, point culminant en 1972). Depuis, toutes les années ont été négatives, sauf 1977, où le résultat est «globalement nul».

En Bretagne, on retrouve la même tendance, souvent accentuée à ceci près que l'année 1974 fut marquée par une crise sévère (bovins et porcs notamment) et que cette crise se

résorba quelque peu en 1975.

Après avoir navigué à vue de 74 à 78 en se contentant de faire pression sur les revenus et de développer la sélection entre les agriculteurs (mise en place des plans de développement), le pouvoir a tenu à se donner une ligne d'action, une loi-cadre pour la décennie à venir, c'est la loi d'orientation agricole votée au printemps 80.

Que veut la loi d'orientation ?

D'abord réduire la charge que représente l'agriculture pour la compétitivité de l'industrie française : réduire le coût des biens alimentaires, c'est peser sur les salaires industriels. Pour y arriver, il faut — c'est la base de tout ! — contracter le budget de l'agriculture.

Ensuite, développer des filières de production orientées vers l'exportation, ce qui implique de faire de l'agro-alimentaire le seul moteur de l'évolution de l'agriculture.

Enfin, accélérer la restructuration foncière en décourageant la reprise par des jeunes des nombreuses exploitations qui seront libérées notamment à partir de 84-85 par la génération née après la guerre 14-18.

Cette loi d'orientation a surtout défini des grands principes, qui par rapport à ceux de 60 et 62 se caractérisent d'abord par l'absence de référence aux objectifs de parité de revenu entre les agriculteurs et les autres catégories professionnelles, encore moins d'amélioration des prix agricoles à la production. Cela révèle mieux que tout autre chose le fait que *pour cette période à venir la bourgeoisie au pouvoir n'a plus autant besoin de l'appui de la petite et moyenne paysannerie*. Dans sa logique libérale, le pouvoir veut se dégager de toute intervention et garantie dans l'organisation agricole. Sa politique agricole est justement de ne pas en avoir, le relais de la restructuration étant transmis aux firmes ! Politiquement, il se trouve dégagé des contraintes qu'elle implique et réoriente la contestation des paysans vers les firmes agro-alimentaires inaccessibles. Bien joué, manifestement...

Pour l'UDB, il ne s'agit pas ici de spéculations intellectuelles ni de futurologie fumeuse, mais d'une pratique qui se met actuellement en place, avec le soutien, d'ailleurs, d'une partie non négligeable des paysans : ceux dont l'avenir réside dans l'élimination des autres...

L'ouverture du marché mondial se réalise par le développement d'importations à bas prix de fruits et légumes, viande porcine, et ovine... tout en poursuivant la politique du beurre.

La taxation au producteur des produits excédentaires, sous forme de taxe de coresponsabilité doit permettre la réduction de la contribution du budget de l'État au soutien des marchés.

La réduction plus générale de la charge budgétaire agricole en limitant les crédits d'équipement, de formation

agricole est également en marche depuis quelques années.

Le développement des filières de production orientées à l'exportation est confiée aux firmes agro-alimentaires, qu'elles soient coopératives ou privées. Ces firmes bénéficieront de plans de financement particulièrement avantageux, le tout étant orchestré par le nouveau secrétaire d'État aux IAA. Ces firmes se débrouillent ensuite, pour trouver les producteurs qui leur sont nécessaires afin d'atteindre leurs objectifs.

Pour mettre un peu d'huile dans les rouages et organiser les filières, il est progressivement mis en place des inter-professions (industries et fournisseurs, gros producteurs, coop et IAA). Ces interprofessions annoncent le désengagement de l'État, le soutien des marchés étant laissé aux éleveurs (taxe de co-responsabilité) les aides étant réservées aux plus dynamiques... qui « autogèrent » l'élimination des autres.



L'accélération de la restructuration foncière sera d'abord une conséquence des orientations précédentes c'est-à-dire de la pression sur les revenus et de la sélection des agriculteurs.

Un certain nombre de mesures sont cependant prévues pour éviter des blocages possibles ; elles concernent la réduction de la portée actuelle de la législation anti-cumuls et la remise en cause de la rigueur du statut de fermage (location annuelle possible).

La loi d'orientation pêche surtout par omission de moyens susceptibles d'assurer des conditions correctes de reprises d'exploitations agricoles pour les jeunes.

Maintenant, les orientations ne touchent pas toutes les agricultures de la même façon.

En effet, dans le texte de la loi d'orientation, il est clairement fait allusion aux « handicaps de certaines productions comme l'élevage et les productions méditerranéennes » productions de la Ceinture Dorée de la Bretagne : artichauts, choux-fleurs, pommes de terre primeurs, maraîchage.

Pourtant ces productions ne bénéficient pas de la même protection douanière que le marché des céréales.

Pour les céréales en effet, la protection communautaire et les aides à l'exportation sont « acquises » et ceci tant pour des raisons stratégiques que pour des raisons politiques. Parlons tout d'abord de ces dernières. Il n'est pas question de toucher aux intérêts des grands lobbies céréaliers tels que l'AGPB et L'AGPM... (1) tout comme il n'est pas question de toucher aux intérêts des grands négociants multinationaux de grains, soja ou manioc (Congill, Continental Grain, Topfer, Dreyfus...). Il sera donc maintenu une protection du marché des céréales et les courants d'importation de soja ou manioc, quitte à faire quelques arbitrages (limitation des importations de manioc par exemple). Les raisons stratégiques sont tout simplement liées au déficit existant et surtout futur des céréales au niveau mondial. Dans le contexte actuel

l'« arme de la faim » — comme les autres — doit être engrangée !

Par contre, la bourgeoisie industrielle européenne a intérêt au développement d'importations de viandes ou fruits et légumes qui ont l'avantage de permettre — d'une part, de réduire les coûts des biens alimentaires à la consommation, et donc le prix de la main-d'œuvre industrielle, — d'autre part, d'ouvrir en échange, de nouveaux marchés pour les produits industriels. C'est tout le but du développement des importations de porcs, bovins, moutons, fruits et légumes, des pays de l'Est, d'Argentine, de Nouvelle-Zélande, des Pays Méditerranéens.

La nouvelle loi d'orientation préconise donc une accélération de la division internationale du travail, qui se traduira par un transfert des productions « concédées » aux régions périphériques de la CEE, vers des pays tiers. Elle réactualise d'ailleurs en termes plus renforcés, les contradictions inter-régionales développées au début des années 60, lors de la mise en place du Marché Commun.



De graves conséquences pour la Bretagne

On peut d'ores et déjà prédire que les productions intensives bretonnes vont être « victimes » de crises régulières et que certaines y laisseront des plumes, ou même disparaîtront. La logique engagée y aboutit forcément, et seule la lutte peut retarder le processus, sinon l'inverser.

C'est le cas de la production de mouton, de pommes de terre primeurs et d'artichauts, des productions maraîchères, et même sans doute du

porc.

L'ouverture sur le marché mondial est pratiquement acquise pour le gouvernement français, pour toutes ces productions. Dès cette année, les crises de ces productions ont été particulièrement sévères car des importations de pays tiers à des prix défiant toute concurrence ont été délibérément autorisées par le gouvernement et la CEE.

La liquidation de ces productions est particulièrement grave car elle remet en cause toute l'agriculture de la Côte Nord de la Bretagne (primeurs, artichauts) et rend impossible l'élevage que de nombreux jeunes choisissaient: le porc et le mouton. Pour le porc en effet, la succession de crises, comme on le constate depuis deux ans, rend déficitaire toute exploitation nouvellement équipée, seuls peuvent s'en tirer ceux qui ont déjà largement amorti leur élevage.

Pour le lait et pour l'aviculture, la situation est différente, car il y a, avec elles, des possibilités **d'exportation**, c'est-à-dire que nos gouvernements, à la recherche de devises, voire de troc

contre du pétrole, sont immédiatement intéressés. Mais ceci suppose l'efficacité, c'est-à-dire en termes capitalistes une sélection impitoyable... On parle alors d'agriculture « de conquête ».

Pour le secteur laitier le poids des petits et moyens producteurs est jugé trop lourd et la force commerciale des firmes trop faible. Les aides des pouvoirs publics seront réservées aux groupes capables de créer de forts courants d'exportation... et d'organiser les producteurs pour cela (sélection et taxe de cor-responsabilité). Ceci implique une pression sur le revenu des producteurs laitiers par une baisse de prix, renforcée par une baisse du prix de la viande bovine du fait d'importations (d'Argentine par exemple). Par la sélection et le découragement des petits producteurs, l'objectif est de réserver la production laitière aux exploitations ayant de 50 à 100 vaches, à l'image de l'Angleterre.

Ce plan est déjà avancé tant au plan de la taxe de co-responsabilité que de la constitution de quelques groupes: Lacto-Bretagne, ULN regroupant de nombreuses coopératives normandes mais aussi bretonnes (COLIV...) et des firmes privées (Négobeureuf, SIAB). Ce plan est également avancé au point de vue technique: « holsteinisation » progressive du cheptel ce qui signifie un alignement sur les élevages hollandais impliquant un recours de plus en plus important à l'alimentation en soja... et un souci moindre de la production de viande.

Pour les productions avicoles l'adaptation à la logique de l'« agriculture de conquête » est

CTAV CONSTRUCTIONS
TIEZ AR VRO
de nombreux pavillons
100% traditionnels



Pavillons clés en mains au meilleur prix
Constructions TIEZ AR VRO

38, rue de Brest	33 bis, av. de la Gare
29220 LANDERNEAU	29000 QUIMPER
Tél. 85.50.39	Tél. 90.26.89

Pour tous renseignements :

NOM _____ Tél. _____

Adresse _____

Je possède un terrain OUI ☐ NON ☐

TI JOSIK
TAVARN
SOIRÉES FOLK

Rte de Pont-L'Abbé - Tél. 55.14.32.
KEMPER

nettement plus avancée, avec notamment le développement de la production intégrée de poulet pour les marchés du Moyen Orient, ou d'URSS pour les groupes tels que Doux, Tilly, Unalo, Tunomon, et de la production de dindes pour les groupes Guyomarch, Dreyfus, Duquesne-Purina, Lenial...

Pour le pouvoir il s'agit là de filières exemplaires car «compétitives» et «exportatrices». En fait, il s'agit surtout d'une agriculture fragile et dépendante. Fragile, car tournée vers des marchés extérieurs qui peuvent être éphémères, soit qu'ils arrivent progressivement à l'auto-suffisance, soit qu'ils ne soient plus solvables du fait des crises. Dépendante car ces productions «compétitives» dépendent totalement du soja américain ou du manioc thaïlandais.

Et puis n'oublions pas que les «atouts» de la Bretagne sont plus «fragiles» qu'on ne le dit. Après avoir cumulé, concentré, spécialisé, éliminé pour produire, l'agriculteur breton risque d'être lui-même éliminé... Les céréaliers l'ont assez répété: «Il n'y a aucune fatalité pour que les productions animales dérivées des céréales (porcs, volailles) soient produites en Bretagne, au contraire... Les coûts sont moindres dans les régions centrales (transports) ou dans le tiers-monde demain (main-d'œuvre). La menace est brandie; il faut se préparer à y résister...

Le découragement des jeunes

La liquidation de certaines

productions, la sélection renforcée des agriculteurs par les firmes et le Crédit Agricole, la pression à la baisse des prix au producteur... ne peuvent que décourager l'installation des jeunes agriculteurs et empêcher le maintien d'une agriculture nombreuse et intensive.

Dans les dix années à venir (surtout à partir de 1983-84 lorsque la génération d'après-guerre 14-18 atteindra l'âge de la retraite), près de 55.000 exploitations agricoles seront libérées. Que deviendront-elles? L'enjeu est de taille car si ces 55.000 exploitations sont démembrées au profit des grosses entreprises existantes, l'agriculture bretonne risque de devenir plus extensive (bovins en semi-extensif, céréales) (2) et donc nettement moins créatrice d'emplois.

Le volet foncier de la loi d'orientation ne prévoit d'ailleurs rien pour faciliter le mouvement de reprise d'exploitation par les jeunes. Au contraire cette loi d'orientation supprime des butoirs possibles à la concentration: suppression du contrôle total des cumuls et remise en cause du statut de fermage à travers la possibilité de location annuelle... ou de location à prix libre sur une période de vingt cinq ans. Quant au contrôle des prix des terres et à l'action élargie des SAFER, la loi d'orientation y renonce sous la pression des gros agriculteurs... et des propriétaires fonciers. Or, c'est en Bretagne que la législation anti-cumuls, et l'action des SAFER étaient relativement les plus opérantes.

L'avenir de la population et de l'emploi agricole sont donc inquiétants,

et c'est avec raison que le syndicalisme breton «progressiste» commence à en faire une priorité. Le problème est celui-ci: combien de paysans dans vingt ans, 1 pour 100 hectares, soit près de 40.000 pour 5 départements bretons, en comptant le hors-sol, le maraîchage, etc... ou un potentiel de plus de 100.000 paysans sur 20-30 hectares en moyenne, et quels paysans? La loi d'orientation conduit — à la lumière de l'actualité agricole de ces deux dernières années — à la première hypothèse.

Le «développement» agricole breton concédé par la bourgeoisie au pouvoir au cours des années 60, au prix d'une fuite en avant technique et financier au prix aussi de conditions de travail très dures pour la masse des petits et moyens paysans, au prix aussi de l'exploitation d'une nouvelle classe ouvrière dans l'agro-alimentaire, est remis en cause par la «nouvelle» politique agricole du pouvoir.

Cette politique n'est en fait qu'une nouvelle accélération de l'intégration de l'agriculture bretonne à l'économie marchande, dans le cadre d'une division internationale du travail plus élargie et correspondant à la réduction du poids électoral de la petite et moyenne paysannerie: aujourd'hui, pour la première fois en Bretagne, les paysans sont moins nombreux que les ouvriers!

(1) AGPB: Association Générale des Producteurs de Blé.
AGPM: Association Générale des Producteurs de Maïs.

(2) Rappelons que du fait du marché que représente l'élevage, les céréales sont payées 70 — 80 frs/la tonne, plus chère que dans la Beauce, c'est-à-dire l'équivalent du coût du transport.

LE JUIF, LE NOIR, L'ARABE...

F. KERFRAVAL

Le Juif, on s'en méfie mais on le respecte.

Le Vel d'Hiv, Treblinka, l'Holocauste, ils ont assez payé. Alors en plus l'attentat de la rue Copernic ! Scandale. Stupéfaction. A bas le racisme ! A bas l'antisémitisme !

Le Noir, on le voit mais on l'ignore.

Familles écartelées, clandestins exploités, foyers surchargés, ils ont choisi de venir, non ? Arrive le bulldozer de Vitry. Ah, ce sont les communistes ? Alors, allons-y tous ensemble : à bas le racisme ! A bas le communisme !

L'Arabe, on le connaît mais on le craint.

L'Algérie, les coups de couteau, le pétrole, c'est eux, non ? Alors qu'un jeune Ali ou un petit Saïd se fasse tirer comme un lapin... Ils l'ont sûrement cherché. Et à Marseille les rafles de continuer. Qui a parlé de racisme ?

On a en France l'indignation sélective.

Raciste, le Français moyen ? Pas du tout. Au contraire. La France est la patrie des Droits de l'Homme, donc le Français est partisan des Droits de l'Homme. Il souhaite, il veut, il exige que les autres hommes vivent comme lui.

Regardez les Juifs. Ils ont compris. A part le nez, la viande et la religion, ils sont comme nous. On ne les reconnaît même plus.

Regardez les Noirs. Ils sont différents. Ça se voit. Ils le savent. Ils restent à leur place. Il faut vraiment être communiste pour créer des incidents.

Les Arabes, c'est autre chose. Ils mettent la musique (et laquelle !) trop fort. Ils détériorent nos appartements. Ils colonisent nos quartiers. Ils refusent de s'assimiler. Ce sont eux les vrais racistes.

On a en France l'égalitarisme patriote.

Les hommes naissent égaux mais ne peuvent être reconnus comme

tels qu'en devenant identiques.

Les différences sont une richesse mais elles ne peuvent être acceptées comme telles que si elles restent mineures, cachées ou folkloriques.

Une fois ces deux principes posés, le reste coule de source. C'est en leur nom que l'opinion s'alarme et s'indigne des manifestations antisémites. C'est aussi en leur nom qu'elle explique et excuse les ratonnades. Les premières s'attaquent à une partie reconnue de la société. Les secondes ne sont que le prolongement d'un rejet de cette même société.

On a en France l'antiracisme dévoyé.

Et quoiqu'il arrive, il vaudra toujours mieux y être communiste que musulman, Juif ou Breton que Arabe ou Malien.

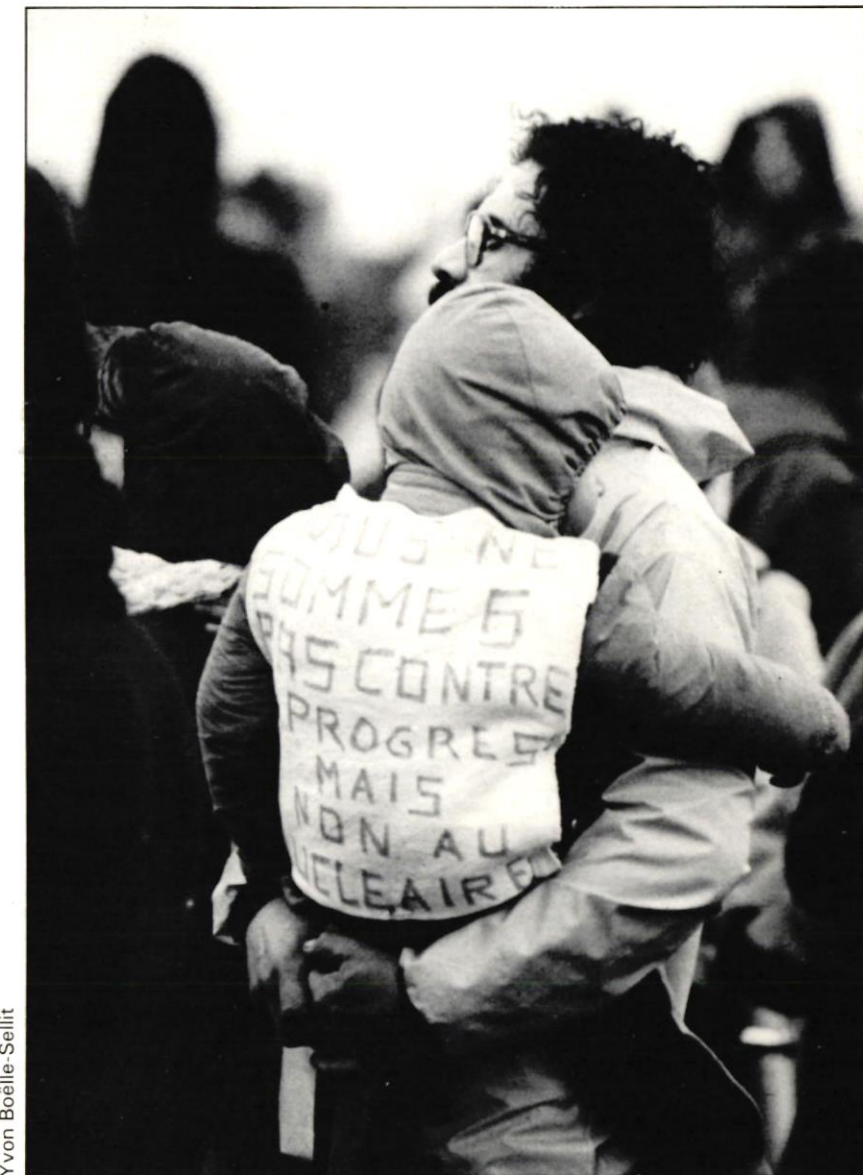
L'emploi avec le nucléaire, le chômage sans lui ?

C'est l'argument développé en faveur de Plogoff depuis quelques semaines. A y regarder de plus près, il ne tient guère. Il est même l'accusation la plus sévère que l'on puisse porter contre la politique de sous-emploi menée en Bretagne. L'accepter, c'est soutenir cette politique...

Le nucléaire contre l'emploi

Le Parti Communiste Français, qui a adopté depuis un certain temps maintenant un ton particulièrement dur, extrémiste, « révolutionnaire » à l'égard du pouvoir, prend tout d'un coup, vis-à-vis de certains problèmes, des attitudes qui apparaissent comme réformistes, électoralistes, quand ce n'est pas comme démagogiques. Ainsi la prise de position récente (qui est en fait un revirement) des Communistes (1) en faveur de la centrale de Plogoff va dans ce sens. Ce qui est réformiste c'est de prendre délibérément la défense du programme nucléaire giscardien (les dirigeants du PCF connaissent l'importance de cette prise de position : ils savent que, ce faisant, ils empêchent l'opinion anti-programme nucléaire d'être majoritaire au niveau hexagonal, alors que, avec eux, elle le serait) ; ce qui est démagogique, c'est d'argumenter en disant que eux, ils défendent l'emploi.

Nous ne faisons pas à l'UDB de fixation sur le nucléaire, d'aucuns nous le reprochent d'ailleurs. Nous sommes un parti politique, et nous voulons prendre en charge la totalité du problème breton. Mais la question qui est posée à travers cette attitude du PCF est fondamentale et dépasse même le problème strict du nucléaire. Le fait est que ce thème nous divise, et ceci depuis peu, et en particulier en Cornouaille. Un moment silencieux, ou très discret, ou tâtonnant sur la question, ce qui était peut-être la façon la moins malaisée de passer d'une prise de position à son contraire, les communistes locaux interviennent maintenant bruyamment et fréquemment sur le sujet, revigorés sans doute par les propos de Georges Marchais, à Brest. Ce qui ne laisse pas d'inquiéter, compte tenu du caractère quelque peu fantasmagorique et démagogique des déclarations de ce personnage.



Yvon Boëlle-Sellit

Un certain contexte

Mais ces interventions récentes se font aussi dans un autre contexte. Ce contexte c'est l'offensive concertée de la part d'EDF, du patronat local, de la préfecture, des notables, depuis l'automne 1980 à peu près, en faveur de la centrale. Offensive de charme pour essayer d'effacer les images des assauts des forces de l'ordre du printemps précédent (2). Offensive qui comprend déclarations sereines, réunions d'élus, voyages divers, etc... Les déclarations du PCF s'inscrivent dans ce cadre. Le voulaient-ils ainsi ? Ils n'ont en tous cas rien fait pour l'éviter.

Ainsi, récemment on trouve dans l'édition d'Ouest-France du 23 décembre 1980 le compte-rendu d'une conférence de presse de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Quimper : le patronat cornouaillais, on ne s'en est pas étonné, prenait position sans nuance pour la centrale, sans autre

argumentation que celle développée par EDF depuis quelques années, sans analyse véritable de l'économie cornouaillaise et des raisons de son triste état, sans aucune perspective ou projet de développement économique de la Bretagne (ce qui devrait interdire de parler de la consommation future de l'énergie en Bretagne, mais on n'est pas à ça près, dans ces milieux). C'est normal : il n'y a pas d'économie bretonne véritable ; il y a des activités économiques dépendantes de la manne parisienne ; alors quand on est dirigeant de ces activités dans la plupart des cas, on s'agenouille et on tend la main. Ce qui est plus étonnant, ou plus inhabituel à coup sûr, c'est de voir dans l'édition d'Ouest-France du lendemain, à la même place, le compte-rendu d'une conférence de presse des Communistes cornouaillais, assez concordante sur le fond avec celle de la veille : oui à la centrale, solution au problème de l'emploi, à condition de garanties quant

à l'embauche des autochtones et à l'appel d'entreprises locales.

Depuis, le 14 janvier 81, EDF a répondu, tranquillement, en faisant semblant de modifier son projet, aux préoccupations de nos patrons et des Communistes: «Les entreprises nationales devront recruter au moins 50% de leurs effectifs dans la région»; «Pour le terrassement, les entreprises régionales obtiendront 51% des marchés». On suppose que nos Communistes ne trouveront pas cela suffisant mais, quelle que soit leur réponse, le fait est qu'ils sont intégrés dans ce ballet à courbettes, révérences et petits pas, aux côtés des technocrates, des notables et autres bachagas à divers titres. Pour des gens qui accusaient l'UDB de connivences avec le patronat, sans pouvoir citer aucun fait (et pour cause), il devrait y avoir là matière à réflexion.

Voilà donc le PCF devenu réformiste sur le nucléaire. Bon. Mais il est resté révolutionnaire sur le reste. Ça vaut mieux que l'inverse. D'accord. Les communistes douarnenistes renvoient le PS jouer dans sa cour (voir supplément au n° de janvier du «Douarneniste», bulletin local du PCF), en lui reprochant d'être «bruyamment anti-nucléaire lorsqu'il s'agit de la centrale de Plogoff» mais d'être très discret vis-à-vis de l'île Longue et de la presqu'île de Crozon. Parfait. Nous ne pouvons qu'appuyer, d'autant qu'ils nous empruntent l'argument (cf PB n° 205, dernière page). Nous avons donc des alliés contre le militaire, nous qui nous désespérons d'être seuls? Malheureusement pour les Crozonnais ce serait des alliés bien mous. Il faudrait qu'ils condamnent l'arsenal nucléaire existant, ce qui supposerait un changement de position qu'irait en sens inverse de l'évolution récente ou présente du PCF. On en serait plutôt à craindre qu'à l'occasion d'un autre voyage de Marchais en Bretagne, nos communistes ne se prononcent pour l'extension des bases sous-marines dans la presqu'île de Crozon. Procès d'intention? Non mais craintes, oui, parce que des arguments considérés comme décisifs dans le cas du nucléaire civil peuvent aussi servir pour défendre le nucléaire militaire: les sous-marins nucléaires, c'est français, la construction des bases pour les abriter, ça crée des emplois en Bretagne.

Nous en sommes revenus au problème de l'utilisation de l'argument emploi, et c'est le problème le plus

grave. Cet argument est-il décisif? Si on répond oui, on peut être mené de plus en plus loin (3): Pour la centrale, pour les barrages, pour les complexes touristiques, et après pour les bases militaires, et tout ce qui peut faire de notre pays un pays mort, un pays esclave de l'État français, et du capitalisme européen. Si on répond «non, cet argument n'est pas décisif pour accepter le nucléaire civil», c'est que l'on a assez de raisons par ailleurs pour l'accepter ou le refuser — Mais alors il faudrait les exposer clairement.

Poser le problème

Aussi, malgré les apparences, cet article n'est pas dirigé contre le PCF. Ce n'est en tout cas pas son but. Il est destiné à poser le problème. Mais c'est bien le PCF qui nous oblige à le poser aujourd'hui et qui oblige à dire avant toute chose qu'il a déformé la question pour pouvoir défendre sa réponse, ce qui n'est pas une attitude responsable.

Pour éviter toute polémique stérile nous laisserons de côté les problèmes d'ordre écologique liés au nucléaire. On peut ainsi espérer qu'à l'avenir les Communistes cornouaillais ou G. Marchais ne mettront plus tous les anti-nucléaires dans le même sac (4), à moins que cet amalgame ne soit voulu pour ne pas avoir à faire face aux questions sérieuses sur les aspects économiques du nucléaire.

La question ainsi dégraissée, trois problèmes apparaissent qui doivent être à la base de toute réflexion politique sur le sujet:

- 1) le nucléaire crée-t-il des emplois?
- 2) les centrales nucléaires peuvent-elles accentuer ou diminuer les différences de développement économiques entre «régions» de l'hexagone?
- 3) à quoi sert le nucléaire véritablement?

Ces trois questions sont en fait imbriquées les unes dans les autres et difficiles à séparer, mais si elles ne sont posées en préalable, la prise de position ne saurait que dévier.

Nous, nous affirmons que

1) Il n'y a pas de «oui de combat» au nucléaire: il était peut-être possible, en 1974, en réunissant toutes les forces, de lutter pour un autre programme énergétique que celui du gouvernement mais qui aurait pu comporter des concessions. Aujourd'hui, le contexte politique et économique est changé, le programme est imposé par la force, les concessions ne sont plus possibles, ou alors elles sont totales: on laisse les mains libres au gouvernement, le PCF l'avoue d'ailleurs: «nous ne pouvons attendre qu'il y ait ce gouvernement de gauche pour apporter le remède nécessaire au chômage» (Ouest-France 24.12.80). On peut donc faire confiance à la droite sur ce plan? On peut faire confiance au programme nucléaire de Giscard? Nous, nous disons que c'est l'évolution du capitalisme européen (dans ses structures et dans ses types

Trop de courant : Construction d'une centrale nucléaire annulée aux U.S.A.

La VEPCO, compagnie d'électricité de Virginie, a annoncé qu'elle renonçait à la poursuite des travaux de construction de la centrale North Anna 4. Cette décision — ce n'est pas la 1^{ère} du genre — revêt une importance considérable si l'on sait que 10% des travaux avaient déjà été achevés, et qu'ils avaient nécessité quelques 250 millions de dollars de la part des consommateurs.

Des fonctionnaires de la société ont déclaré que l'arrêt des travaux avait été décidé non seulement pour des raisons financières mais aussi étant donnée la réglementation de plus en plus draconienne imposée par la Commission de Régulation Nucléaire (NRC), après l'accident de Three Mile Island.

Le directeur de la compagnie a tenu à préciser que la position de l'opinion publique, de plus en plus réticente vis-à-vis du nucléaire, avait été déterminante.

Une étude a prouvé que la centrale n'avait aucune raison d'être: les besoins énergétiques n'augmentent que de 2% l'an, alors qu'on s'était attendu à une augmentation annuelle de 10%.

La VEPCO a fait connaître son intention d'augmenter les charges en électricité afin de couvrir les pertes occasionnées par la cessation des travaux. Elle espère ainsi récupérer 165 millions sur les 10 ans à venir. «C'est dans l'intérêt de nos clients que nous avons effectué de tels investissements; c'est donc à eux d'en payer les conséquences». Voilà ce qu'a déclaré le directeur.

Quoiqu'il en soit, il lui faudra d'abord l'accord de la Commission d'Entreprise avant de procéder à cette augmentation.

La VEPCO est la 1^{ère} société à s'être lancée dans le nucléaire. Elle a déjà à son actif les centrales Surry 1 et 2 — respectivement entrées en fonction en 72 et 73 — ainsi que les North Anna 1 et 2.

La construction des Surry 3 et 4 a été annulée, quant à North Anna 3, il était trop tard pour annuler sa construction: elle avait nécessité déjà 500 millions de dollars. Elle devrait fonctionner à partir de 89.

Parmi les 4 centrales achevées en Virginie, il n'y a que Surry 2 et North Anna 1 qui fonctionnent. Surry 1 est en effet fermée jusqu'à l'été car on doit y remplacer un générateur à vapeur défectueux. Quant à North Anna 2, la 1^{ère} centrale à avoir reçu un permis de fonctionnement total après «Three Mile Island», elle semble avoir eu quelques problèmes mais devrait pouvoir rouvrir ses portes incessamment.

La VEPCO prévoit de faire fonctionner, dorénavant, ses prochaines centrales génératrices d'électricité, au charbon.

Wise-US.

(1) Avec un C majuscule: entendons par là, pour aller plus vite, les membres du Parti Communiste Français. Mais il est évident qu'il y a des communistes ailleurs.

(2) Manque de pot! C'est au même moment que les images fixées par les Le Garrec sont visibles par le grand public.

(3) Attention! Un virage à droite peut en cacher un autre.

(4) «Le Douarneniste» nous traite même de réactionnaires et dit que nous ne voulons plus l'industrialisation de la Bretagne. Nous supposons que c'est la façon locale d'appliquer les consignes de langage dur en vigueur dans le PCF maintenant. Sinon leur degré d'ignorance serait inquiétant.

(5) Cf. (3).

d'activités) qui provoque les suppressions d'emplois de plus en plus nombreuses. Or, la droite favorise cette évolution, ça doit être évident également pour le PCF, mais le nucléaire aussi. Car il est faible créateur d'emplois; en revanche, il engloutit des investissements qui seraient bien utiles ailleurs. Aussi, la spécialisation que recherche la France dans l'économie mondiale conduit à abandonner les activités à haut niveau d'emploi au profit des activités à faible niveau d'emploi (ou à haut degré capitalistique, dans un autre langage; c'est le cas du nucléaire). A investissement égal, les économies d'énergie (sans remise en cause du mode de vie actuel) permettraient d'éviter la production d'énergie nucléaire en créant des emplois en nombre suffisant pour éponger largement le chômage actuel. Alors, s'il y a combat à mener, c'est dans ce sens, et pour des installations productrices d'énergie d'une taille adaptée aux besoins de la Bretagne (centrale au charbon par ex.).

2) Non seulement le nucléaire ne peut aider au développement économique de la Bretagne, mais il ne peut que lui nuire: Considérer une centrale comme une chance pour la Bretagne «qui a déjà trop souffert d'avoir été tenue à l'écart des grands équipements» (conférence de presse des Communistes), c'est duper et se laisser duper. Il y a cinquante ans, oui, les grands équipements attiraient l'industrie, mais déjà dans l'après-guerre les grandes installations hydrauliques ne le faisaient plus (sauf peut-être dans la vallée du Rhône qui jouit d'une situation bien particulière en Europe). C'est qu'il y a eu et qu'il y a encore une division croissante du travail à l'échelle mondiale et en même temps une division régionale croissante du travail dans l'hexagone. A nous, périphérie, les grands équipements et leurs inconvénients, aux centres développés leur utilisation et les activités induites. Une centrale de la taille de celle de Plogoff ne peut se faire à proximité de ces centres, d'une part parce qu'il n'y a plus assez d'eau, d'autre part parce qu'il y a trop de monde et d'activités menacées en cas d'accident. Le premier motif est neutre (et encore?) mais le second implique que l'on considère la Cornouaille comme une région en déclin économique et démographique (c'est le cas) et que l'on ne songe donc pas à inverser le processus: le nucléaire, s'il n'est pas un outil absolu de désertification, ne peut donc qu'accentuer cette évolution et le clivage entre «régions» de l'hexagone. Aussi, nous ne serons pas mieux, mais plus à l'écart du développement économique. Si l'on prétend pouvoir combattre cette évolution, on doit être capable de le faire totalement, en se battant pour un plan de développement adapté, qui n'a pas besoin de nucléaire.

3) Le nucléaire est la réponse de l'impérialisme français à la crise mondiale actuelle du capitalisme: Le nucléaire n'est pas une réponse à la «crise énergétique». Il y a certes des problèmes d'énergie, qui sont des problèmes de transition à faire dans les sources et formes d'énergie utilisées

Considérant que dans l'état actuel des connaissances scientifiques et technologiques la fiabilité des centrales nucléaires n'est pas assurée, qu'elles n'apportent pas aux populations toutes les conditions de sécurité exigées et que les conséquences de leur fonctionnement sur l'environnement ne sont pas entièrement connues

Considérant que les centrales nucléaires n'ont pas pour objet de promouvoir au développement économique régional, ce qui nécessiterait des unités d'un type particulier

Considérant qu'aucun élément d'information et de réflexion n'a été communiqué aux populations concernées et qu'elles n'ont pas de plus été consultées, le Conseil Régional donne un avis défavorable à l'implantation d'une centrale nucléaire en Bretagne.

L'amendement présenté par le P.C. lors du vote au conseil régional avant Plogoff

,mais la «crise de l'énergie» est essentiellement fabriquée par les multinationales, les gouvernements pro-capitalistes, et les médias. Ces problèmes peuvent avoir des solutions diverses, le nucléaire n'en étant qu'une, et pas la plus valable sur le plan du bilan énergétique et du coût économique et social de la production d'énergie; il faudrait un autre article pour développer ce point. Il y a en revanche une crise, ou si l'on veut une récession, de l'économie des pays capitalistes et du système impérialiste en général.

En France, comme dans bien d'autres pays on veut y faire face par le «redéploiement» mais ce qu'il y a d'original, c'est que d'une part ce redéploiement est particulièrement poussé, à cause de certains retards de l'industrie française, d'autre part le nucléaire y joue un rôle important. Le programme nucléaire français permettra des économies d'importations, c'est vrai, mais il a en plus l'avantage, sur les autres moyens, de fournir à la France, au bout d'un certain temps, un produit compétitif à vendre: ce produit, c'est les centrales. Les centrales françaises devraient être d'autant moins chères qu'elles auront été produites à une plus grande échelle (grâce au programme français) que les centrales d'éventuels concurrents. A qui la France vendra-t-elle ses centrales? Aux pays sous-développés, au Tiers-Monde, en continuant de leur acheter de l'uranium, d'autres produits énergétiques et des matières premières. Ainsi seront renouvelés les rapports impérialistes remis plus ou moins en cause par la hausse du prix du pétrole. Aussi quand on dit qu'il ne faut pas laisser les Américains et les Allemands prendre de l'avance (c'est encore le PCF qui parle), c'est que l'on adopte (inconsciemment, espérons-le, dans leur cas), ce point de vue impérialiste; on ne peut en effet raisonnablement penser pouvoir vendre des centrales aux Américains, et aux Allemands, qui ont leur propre industrie nucléaire, d'autant moins que les uns comme les autres envisagent de moins en moins le nucléaire comme une solution

importante aux problèmes énergétiques. C'est là l'aspect le plus complexe de la question, mais aussi le plus profond. Si on pense que l'impérialisme n'est mauvais que lorsqu'il est américain, alors on est nationaliste français, pro-impérialiste et on est prêt pour la collaboration de classe (5). Et les propos de Marchais reçoivent une lumière nouvelle.

Oui, il faut se battre pour l'emploi. Oui, il faut se battre pour l'emploi aujourd'hui. Oui, c'est la priorité des priorités en Bretagne. Mais on ne peut pas accepter d'être, en permettant quelques centaines d'emplois aujourd'hui le fossoyeur de milliers d'emplois de demain. Quand les travailleurs du chantier de la centrale de Plogoff (en faisant un peu de fiction), seront débauchés, dans dix ans peut-être, que leur proposerez-vous, M. Mazéas, M. Rainero, Mme Gouriou? Une autre centrale? Une base de sous-marins?

De l'amertume? Oui, il y en a, à devoir interpellé des gens que l'on trouvait d'habitude avec nous pour dénoncer la politique de notabilisme et de mendicité à l'égard du pouvoir capitaliste. Si l'on en est aujourd'hui à mettre en balance des emplois immédiats et provisoires et l'avenir économique de notre pays, c'est le résultat d'une politique d'abandon des forces politiques majoritaires en Bretagne. C'est la concrétisation de l'échec, du dramatique échec des notables. Et c'est cela qu'il faut dire, car il apparaît alors que la solution ne se trouvera qu'en renversant la situation, en refusant la politique d'hier et d'aujourd'hui pour en imposer une autre. L'UDB n'accepte pas aujourd'hui de faux emplois en Bretagne, parce que d'autres n'ont pas su ou pas voulu en créer de vrais hier, et parce qu'il en faut demain.

Aujourd'hui l'attitude politique responsable c'est de s'opposer aux grandes manœuvres du capital en Bretagne. C'est de résister à Giscard.

Laurent Le Page.

Un gros scandale politique et financier : CELUI DES FORGES DE SAINT-ARMEL

On se souvient de la belle empoignade entre Bouvard et Anselin, aux législatives de 1978, dans le Pays de Ploërmel. Les électeurs avaient le choix entre deux «sauveurs». L'urne électorale d'Anselin avait la forme d'une belle usine toute neuve implantée sur la zone de la Baluyère, à Montertelot, par ses amis Renault (le monarchiste, anciennement «Algérie Française»), Khiari et Delamotte.

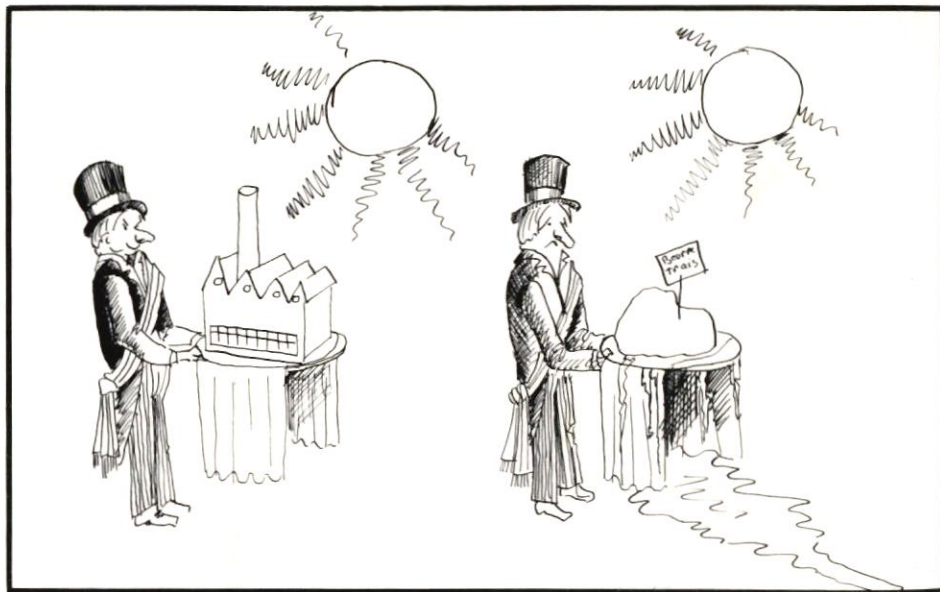
Cette tréfilerie commença à tourner en août 78 (alors qu'Anselin avait été battu, ô ingrats Ploërmelois). Les machines avaient l'air d'être neuves sous leur belle peinture ocre-rouge, mais en réalité, elles sortaient du marché aux puces : usées et inadaptées, elles n'étaient là que pour appâter les banquiers, elles étaient déclarées au bilan pour une valeur de 4.000.000 F alors qu'elles avaient été achetées pour 1 F symbolique !

C'est sur la société de développement régional que l'entreprise comptait pour réaliser ses investissements : 7 millions de prêts étaient demandés à la S.D.R. Mais cette société ne prêtera que 2 millions et aucune autre banque n'a voulu marcher dans l'affaire. Cependant, du matériel neuf a été acheté (un laboratoire d'analyse spectrographique des métaux, des fours, une découpeuse, une tréfileuse). Mais ce matériel resté incomplet n'a jamais été opérationnel. La société mère (Société Française de Forges et de Métallurgie) affirme avoir mis 25 millions (2,5 milliards anciens) dans l'affaire. Tout ça pour aboutir à une usine qui ne tourne pas, qui n'a jamais employé que 60 personnes au lieu des 200 annoncées. C'est un beau gâchis de la part d'un groupe industriel considéré comme l'un des deux grands du ressort gros ou petit (fournisseur de la SNCF, de l'industrie automobile et de l'aviation).

Que les capitalistes claquent leur pognon à leur guise, il n'y aurait rien à dire si ce n'était aussi le pognon des autres !

En l'occurrence à Ploërmel, c'est l'argent des salariés et celui des contribuables qui est en jeu.

Celui des contribuables d'abord. Car l'usine a été financée par la commune qui a emprunté 14,1 millions (1 milliard 410 millions de centimes) pour cette affaire. Et le très noble et grand seigneur Charles Renault qui donnerait des leçons de morale à l'univers n'a pas encore remboursé un centime à Ploërmel. Son ami Anselin, le pote à Giscard, n'en disait rien jusqu'au jour où les journaux et la radio (Inter et Europe), se sont mis à parler de l'affaire, quelques



Le cadeau aux Ploërmelais ; une usine qui compte pour du beurre...

jours avant la réunion du Conseil général du Morbihan. Ça a fait du bruit à l'ouverture de la session. Anselin, a trouvé le moyen de parler des «agitateurs professionnels» et de leur opposer la dignité du personnel qui fait confiance à la mairie de Ploërmel. Pas de chance, le lendemain, le personnel publiait un communiqué pour dire qu'il n'était ni dans la poche d'Anselin ni dans celle d'aucun notable du département.

Le socialiste Le Rohellec a demandé au préfet si on allait enfin obliger Renault à payer ses dettes à la commune de Ploërmel (2.011.000 F pour la seule année 1980 — et est-ce qu'il n'y a pas d'arriérés de 1979?) Eh bien non ! C'est le département, c'est-à-dire nous, qui allons payer ! Le préfet a dit qu'il ne fallait pas gêner l'industriel. Si on n'avait pas encore compris que ces messieurs se protègent soigneusement cette fois c'est clair. Même le prudent «Ouest-France» a trouvé ça scandaleux !

Non content de croquer l'argent des contribuables ploërmelois et morbihannais, Charles Renault mange aussi celui des salariés. En octobre 1980, il a mis ses travailleurs au chômage technique : 160 heures payées par l'ASSEDIC, c'est-à-dire par nos cotisations ! En novembre, il les a mis au chômage total : 42% du salaire plus 25 F par jour payés par l'ASSEDIC.

Le 31 décembre, l'association de défense créée par le personnel (non syndiqué!),

obtient un référé des Prud'hommes de Vannes pour les salaires de novembre. Le 14 janvier la sommation de payer a été présentée à Khiari, bras droit de Renault, qui a dit carrément qu'il ne paierait pas ! Ce 14 janvier, il était à Ploërmel, pour annoncer au comité d'entreprise que le 20 janvier, tout le personnel serait licencié. Le même jour, on apprenait que Yves Rocher s'apprête à reprendre l'usine pour y fabriquer des flacons et des bouchons en plastique.

Ça veut dire que les machines vont être démenagées, sans contrôle ! Car les Forges de Saint-Armel n'ont pas déposé leur bilan et il n'y a pas de curateur judiciaire. Aussi le personnel est de plus en plus vigilant. Le 15 janvier, il a obligé un camion à faire demi-tour alors qu'il venait charger une demi-tonne de titane : ce chargement pouvait valoir entre 200.000 et 750.000 F (car ce métal travaillé vaut entre 400 et 1500 F le kilo !)

Si le personnel veut être payé il a intérêt à employer les grands moyens du genre saisie sur stock, ce qu'il a fait. Car les vertueux dirigeants de la SFFM connaissent l'art du démenagement à la cloche de bois. C'est ainsi qu'ils ont déguerpi de leur siège parisien de la rue de la Boétie, en septembre 80 : ils étaient criblés de dettes ! A Ploërmel, paient-ils l'électricité, l'eau, le téléphone ? Pas sûr. On peut même penser qu'ils n'ont maintenu quelques salariés au travail que pour éviter les coupures. Quand on cherche à vendre son usine, ça la fiche mal de la montrer sans courant et sans téléphone...

Moralité : Dans une récente tribune publiée par «Le Matin», Alain Touraine écrivait qu'il ne faut pas parler de la crise là où il s'agit de l'échec des patrons et des dirigeants Giscardiens. L'affaire de Ploërmel illustre parfaitement la justesse de ce propos.

les presses bretonnes

Z.I. « Les châtelets », PLOUFRAGAN/SAINT-BRIEUC
Téléphone : (96)94.01.44

Imprimerie TYPO-OFFSET - FORMULAIRES EN CONTINU



A FOUESNANT, J'AI AUDITIONNÉ PUBLIQUEMENT...

FOUESNANT a été le théâtre le 19 décembre d'une « première » bretonne dont le retentissement local est incontestable: L'audition publique concernant l'aménagement du CD 44 dans sa portion Benodet-La Forêt a rassemblé dans une salle comble plus de 600 personnes. Au-delà du sujet lui-même, il était également intéressant de juger cette procédure nouvelle.

Le CD 44, on en parle depuis plusieurs années. On a mis en avant, pour donner un nouveau tracé à cette route, un motif: le désenclavement du pays bigouden pour permettre une liaison plus rapide en particulier aux camions de marée. Mais le projet condamnait des exploitations agricoles dans un canton déjà sérieusement mité, et l'enquête d'utilité publique, fut conclue par un avis défavorable du commissaire enquêteur.

Et voici que l'affaire ressort des cartons. Et qu'on étale le grand jeu: une exposition coûteuse, des dossiers dans 7 mairies et à la DDE, une présence permanente de responsables de l'équipement à l'exposition et donc pour couronner le tout, cette réunion avec deux conseillers généraux (Le Calvez pour le canton de Fouesnant et Cabioch pour la commission des travaux), le directeur et deux ingénieurs de l'équipement, une caméra, une console de sonorisation comme pour un concert: tout cela est bien impressionnant!

En balance, plusieurs projets: les uns classés A0, A1, A2 respectent l'ancien tracé, avec ou sans aménagements; d'autres prévoient une déviation de la Forêt; d'autre enfin, classés B, proposent des tracés nouveaux. Mais on peut se demander si la balance n'est pas truquée. En effet, il y a d'abord ce retour sur un projet dont la population a déjà dit que majoritairement, elle n'en voulait pas; il y a aussi la présentation des projets: une phrase comme «ne rien faire ou presque rien» tend à déprécier de la même façon une situation difficile (l'actuelle) et un projet raisonnable qui est l'aménagement du tracé existant.

Et la population se méfie: 400 lettres reçues, 197 questions posées sur lesquelles l'équipement a retenu 127 questions, parfois touchant à des intérêts particuliers, parfois donc contradictoires, mais il est intéressant de noter que sur les 127 questions retenues, 46 concernent la procédure et la finalité du projet.

De plus, cette fois, il n'a guère été

question du désenclavement du pays bigouden. La motivation, c'est l'afflux touristique. M. Faveau, Directeur Départemental de l'Équipement, déclarait en introduction: «il y a en été un trafic important», trafic dont on prévoit un accroissement de 20% d'ici 1985. Posons la question: cet accroissement, lui-même, est-il raisonnable? Par ailleurs les touristes, puisque touristes il y a, utiliseront-ils cette nouvelle route autrement que pour arriver ou pour partir? Enfin, investir dans le tourisme l'argent des collectivités locales au risque de faire disparaître les activités existantes, ce n'est pas sérieux.

De tout cela, il n'est pas facile de débattre à fond dans cette audition publique. Non que ce soit le chahut: certes, chaque maire est venu avec sa claqué, mais le reste de l'assistance a eu à cœur d'être sérieux. Ce qui est difficile, c'est, pour beaucoup, d'intervenir devant 600 personnes; ce qui est pénible, c'est le sentiment de ne pas faire le poids en face de fonctionnaires de l'équipement qui possèdent sur le bout des doigts leurs dossiers techniques mais aussi une remarquable habileté psychologique. La rapidité de leurs réponses, leurs certitudes impressionnent; mais il n'entre pas dans leurs attributions de considérer les problèmes humains, les problèmes d'emplois.

Dans une salle, au fond, passionnée; au milieu d'une assistance où les uns entendent défendre leur intérêt particulier, d'autres l'intérêt général, il n'est pas facile, il n'est pas possible de poser les problèmes de fond: celui de l'emploi, celui du choix de société. Ce sont pourtant ces questions-là qui devraient guider le débat. En face de cela, le Calvez déclarait tranquillement qu'il ne voulait pas finir son mandat sans avoir fait cette route. Ainsi, pour des motifs électoralistes, pour avoir «fait quelque chose» on en viendrait à condamner la vie économique d'une région.

Pour des motifs électoralistes, on invente de nouvelles procédures dont l'apparence démocratique voile mal la volonté de voir peu à peu l'opinion coïncider avec les vues du pouvoir.

L'audition publique de Fouesnant s'est déroulée dans les meilleures conditions possibles. L'incapacité à traiter les problèmes de fond condamnerait cette procédure si elle ne l'était déjà en ce qu'elle n'engage personne à en tenir compte: dans la France du Roi Giscard, on sait ce que veut dire le mot «consultatif». Et en fin de compte, quel bon moyen pour repérer les mécontents!...

P. G.

Note: l'UDB avait posé les deux questions suivantes: y a-t-il des implantations touristiques prévues dans les zones desservies par le CD 44 (y compris le Pays Bigouden)? Une jonction future avec le Cap Sizun est-elle envisagée à plus ou moins plus terme?

Il n'y a pas été répondu pendant la réunion, mais des réponses écrites devraient nous parvenir.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont **gratuites** pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

• Cél. 37 ans, sachant traire machine, ch. pl. Cond. Tracteurs ttes mains, permis PL et C1. Rennou LUCien, Launay, Treillières, 44240 La Chapelle S/Erdre. Tél. (40) 49.13.49.

Dessinateur Bâtiment. 30 ans. Formation FPA. 3 ans d'expérience en BET recherche emploi Finistère ou Basse-Bretagne. Scudeller Maurice, 5, rue Louis Hestaux. 57070 Metz.

J.H. 20 ans, BEP audiovisuel, cherche emploi Photo ciné son vidéo. Libre avril (actuel. Stage A.V. en IUT). Volontaire travaux bénévoles. écr.: Gildas Falc'hun, 32, rue Dangréaux, 59233 Maing.

• Offre d'emploi:

Urgent. Société Agglomération bretonne recherche: 1 dactylo-Hôtesse à temps plein. Réception clients, dactylographie notion de comptabilité, si possible. Semaine de 40 heures. Salaire brut débutant: 3300 F + 50% 13^e mois + tickets restaurants. Embauche immédiate. Ecrire au journal qui transmettra.



188, rue Jean-Jaurès - BREST

Toute l'Audio-Visuel
Magnétoscope - Caméra
Duplication - Location
Transfert - Télécinéma

Téléphone : 44.32.79 et 44.84.65



Seznec-Merlet

Maison fondée en 1869

PRÊT-A-PORTER - COUTURE

1 & 3, RUE KÉRÉON
29000 QUIMPER
Téléphone : 95.15.72

BAR LE SÉAC'H

TABACS - JOURNAUX - LOTO
20, Place Saint-Corentin

29000 QUIMPER
Tél. 95.09.25

PAYS DE VANNES : ÇA S'ÉCROULE !

Septembre — POULAIN: 2
Octobre — DAREGES: 200
Décembre — UNICOPA: 49
C.E.C.: 39
Cascade de suppressions d'emplois;
Menaces de licenciements;
Chômage!

21 décembre 1980, chez Dareges (voir PB déc. n° 204): Opération «Portes Ouvertes» organisée par les travailleurs et les travailleuses en lutte pour conserver leur outil de travail et sauver les emplois; déjà 59 jours d'occupation et toujours rien de sérieux en vue. Pourtant, ce jour-là, quelque chose a bougé dans le pays de Vannes. Plus de 5000 personnes se sont déplacées dans l'après-midi de ce dimanche de décembre. La population est sensibilisée. Cela donne le courage nécessaire pour continuer la lutte!

Le même jour, les travailleurs de la laiterie UNICOPA organisaient eux-aussi une opération «Portes Ouvertes». Elle n'a pu avoir lieu car le Directeur Général du groupe coopératif menaçait de sanctions les délégués du Comité d'Entreprise si des personnes étrangères à l'usine y pénétraient. Décision dérisoire si l'on pense que plus de 3000 personnes se présenteront aux portes de l'usine pour soutenir les travailleurs et signèrent un cahier de pétitions demandant le maintien des emplois. Des panneaux rappelaient, qu'après avoir perçu en 1970 des aides publiques pour relancer l'entreprise, il n'a été effectué aucun investissement pour maintenir l'outil de travail en état et le rendre compétitif. Résultat: l'agence de Vannes doit être supprimée; elle n'est plus «rentable»! A qui la faute?

Dans la même période, la CEC (Construction Electrique et Compagnie) dépose elle aussi son bilan et décide dans l'immédiat 8 licenciements mais, à long terme, c'est, en fait, 39 emplois qui sont menacés. Les travailleurs résistent. Le patron menace de déménager l'usine pour la remonter ailleurs. Un mouvement avec une grève de 5 jours fait reculer la Direction. L'action est payante: le nombre de licenciements effectifs tombe à 2. Cela permet d'apprendre que la CEC fait effectuer de la sous-traitance qui lui coûte plus cher que d'effectuer elle-même le travail et que les cadres de l'entreprise se taillent à eux seuls 50%

des salaires! Est-ce que ce sont les ouvriers qui mettent l'entreprise en difficulté? Alors, encore une fois, à qui la faute?

En l'espace de 3 mois, plus de 300 emplois sont supprimés dans le pays de Vannes, dans le seul secteur secondaire. Or, la plupart du temps, les répercussions dans ce secteur se font sentir sur le secteur tertiaire. Dans le cas de la laiterie UNICOPA, quelles conséquences sur les revenus des agriculteurs et sur l'avenir de l'agriculture demain...?

Dans six mois, dans un an, combien d'autres emplois menacés? A moins que...

Si des reprises sont possibles, c'est aussi grâce à l'acharnement des travailleurs soutenus par leurs syndicats pour conserver leur outil de travail. La volonté, la solidarité, et la résistance des travailleurs contribuent au maintien des activités dans tous les domaines et quand Darèges reprendra les cent jours seront sans doute dépassés! De cela, le Conseil Général du Morbihan ne soufflera mot et si son Président, passé maître en inauguration toutes catégories, mène grand tapage pour la création de 10 emplois, nous ne l'avons guère vu soutenir les travailleurs de chez Darèges en 1980; il y avait pourtant mangé au même râtelier que Daniel Hechter en 1973.

Pour une usine implantée, les primes et les aides sont abondantes; pour des emplois conservés de haute lutte, pas un centime, pas même un mot et pourtant qui fera le compte du coût humain des combats et des drames quotidiens des travailleurs et des chômeurs?



QUI TROUVERA LE PROCHAIN ?

Avec le mois de mars, c'est l'époque du concours:

Mars 1978: Amoco Cadiz

Mars 1979: Gino

Mars 1980: Tanio.

Et en mars 1981?

On vous donne notre dernier tuyau: L'Hermione, en réparation à Brest, est complètement pourri. Un bon outsider, ni grec ni libérien, mais à la très sérieuse «Total». On dit que le chantier de réparation brestois, effrayé par l'état dans lequel le bateau reprend la mer, a pris des dispositions pour dégager sa responsabilité, au cas où...

Bières, eaux minérales

Fuel, lubrifiant TOTAL

Jean PICAUD

10, rue Lamennais

Tél. 60.01.23

56 LOCMINÉ

BRETAGNE COLONIE, LE LANGAGE DES C

*Le notable-
ministre et le
préfet : deux piliers
du colonialisme...*

ÇA veut dire quoi, «ne pas opposer les Bretons à Paris», pour reprendre l'expression de Georges Marchais lors de son récent voyage chez nous?

S'il s'agit de ne pas opposer les travailleurs bretons et français, entièrement d'accord: ils sont les uns et les autres (et aussi les travailleurs immigrés...) victimes de l'exploitation capitaliste.

Mais comment les Bretons ne s'opposeraient-ils pas à Paris? Eux qui sont victimes d'une exploitation de type colonial, cause fondamentale des maux dont souffre leur pays: chômage, désertification, assimilation culturelle.

Cet état de colonisation dans lequel nous vivons, il suffit pour s'en convaincre, de feuilleter les «statistiques et indicateurs des Régions Françaises» publiées en 1980 par le très officiel INSEE. Je n'en retiendrai que quelques chiffres particulièrement probants

A distance

Notons tout d'abord que la Bretagne est administrée à distance par les fonctionnaires technocrates de Paris. A partir des chiffres de l'INSEE et après déduction de l'Éducation Nationale (l'enseignement privé faussant les chiffres en Bretagne), on trouve en effet:

Le Peuple Breton



	Agents de l'État	Population	Agents pour 1000
Ile de France	276.800	9.874.000	28
Bretagne	35.200	2.596.000	14
Pays de Loire	35.600	2.767.000	13

Monopole

Mais l'emprise n'est pas seulement administrative: comme autrefois, les puissances coloniales imposaient à leurs colonies un monopole du commerce, la

puissance française impose aujourd'hui des circuits commerciaux et des «services» (banques, crédits, assurances, etc.) concentrés à Paris, comme le prouvent les chiffres (1975).

	Population employée dans le tertiaire	Population	Emplois pour 1000 hbts
Ile de France	2.893.400	9.874.000	293
Bretagne	470.800	2.596.000	181
Pays de Loire	476.700	2.767.000	172

Mais ces chiffres aussi éloquents soient-ils, ne reflètent que partiellement la réalité: il faudrait en fait établir une pondération en fonction de la qualité des emplois. On

remarquerait alors que ce sont les fonctionnaires les mieux payés, ceux aussi qui prennent les décisions, qui sont à Paris, tout comme les directions des industries de

Services

Une colonie, certes la Bretagne l'est, puisqu'elle se trouve dans un état de complète dépendance administrative et commerciale vis-à-vis de Paris. Mais pensons aussi que cette dépendance se traduit par la perte d'au moins 30.000 emplois alors que notre pays souffre depuis

Investissements de l'État (par habitant)
Ile de France
Bretagne
Pays de Loire

Investissements privés: le Crédit: L'épargne bretonne, drainée par les Caisses d'épargne, les banques, les chèques postaux, n'est que très faiblement investie en Bretagne. Si sur ce point l'INSEE ne peut encore nous donner de chiffres, du moins le tableau de l'emploi du Crédit démontre lui aussi l'emprise des Directions Parisiennes d'entreprises sur le développement des Régions puisqu'à elles seules elles monopolisent 412 milliards de francs sur

CHIFFRES



toujours de ce terrible mal qu'est le chômage.

Investissements

On ne sera donc pas surpris de voir que la Région Parisienne a une position privilégiée dans les investissements!

7 ^e Plan	6 ^e Plan
1.029 F	1.948 F
868 F	1.445 F
998 F	1.601 F

733 milliards pour la France entière: le capitalisme fait bon ménage avec le colonialisme...

Les salaires

Les résultats pour la Bretagne ne sont pas surprenants:

— une économie dépendante limitée au secteur primaire (agriculture et pêche), c'est-

à-dire à un rôle de fournisseur de l'État colonisateur.

— un faible secteur secondaire constitué pour l'essentiel par des usines pirates

attirées par les bas salaires. A ce sujet, les statistiques de l'INSEE (ensemble des salariés) sont particulièrement significatives:

Salaire annuel moyen en 1975:	Ile de France	Bretagne	P. de Loire
employé (homme)	31.449	27.555	28.510
employé (femme)	26.322	20.458	20.639
ouvrier (homme)	28.727	23.104	23.707
ouvrier (femme)	20.910	17.416	17.114
cadre moyen	48.690	37.656	39.796

Le chômage

Enfin notre pays, sous-équipé, sous-industrialisé, connaît depuis un siècle au moins un taux de chômage élevé qui en fait un réservoir de main d'œuvre pour le

capitalisme. La crise économique actuelle a encore amplifié les disparités régionales, et le chômage atteint maintenant des proportions dramatiques:

Taux de chômage	à fin 12/74	à fin 12/79
Ile de France	4,0	6,3
Bretagne	5,4	10,6
Pays de Loire	4,5	9,7

Le chômage a donc doublé en 5 ans en Bretagne alors qu'il n'a, si l'on peut dire, augmenté que de moitié à Paris. Et le chômage, chez nous plus qu'ailleurs, touche les jeunes: en mars 1979, sur les demandes d'emploi, 44% avaient moins de 25 ans en Bretagne, 46% dans les Pays de Loire, 25% seulement en Ile de France. La Bretagne continue de constituer un réservoir de main-d'œuvre pour le pouvoir capitaliste...

Les chiffres qui précèdent sont accablants, et il ne faut pas s'étonner si, pour les Bretons de Gauche, la lutte pour le socialisme s'identifie à la lutte pour la décolonisation. La France serait-elle socialiste si un gouvernement de Gauche, maintenait une administration centralisée à Paris, si les entreprises nationalisées étaient dirigées de Paris, si les peuples qui la constituent n'avaient pas la possibilité d'assumer la responsabilité de leur propre développement économique et culturel?

N'ayons pas peur de le dire l'autonomie socialiste des Bretons, des Occitans, des Basques... ne peut être faite que si Paris perd

sa position hégémonique et les avantages qui en découlent, en particulier pour l'emploi et le niveau de vie. Mais, dans le cadre d'une économie socialisée, la reconversion, si bien préparée et menée en dehors de la recherche du profit de l'économie capitaliste, pourrait-elle se faire sans heurt?

Le moins que l'on puisse dire c'est que le parti Communiste et le parti Socialiste ne la préparent pas. Hypercentralisés eux-mêmes, il ne manquent pas une occasion bien au contraire, de défendre la Région Parisienne, menacée, paraît-il, par la DATAR de démantèlement. Il y a longtemps que nous autres Bretons avons pu mesurer l'inefficacité totale de la pseudo-politique d'aménagement du Territoire et que nous savons exactement ce qu'elle est: un écran de fumée qui cache la centralisation grandissante de l'État Français et une exploitation capitaliste de notre Région sans cesse renforcée.

G. Le Hen.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

LE PROBLEME BRETON ...

Enseignement: Des postes de professeurs menacés à la prochaine rentrée en Ille-et-Vilaine

Malgré l'augmentation du nombre d'élèves dans les lycées et collèges du département, l'inspection académique d'Ille-et-Vilaine envisage la suppression d'environ quatorze postes d'enseignants.

Pour les syndicats d'enseignants, ces nouvelles mesures de restriction se traduiront par une augmentation des effectifs par classe qui risque de drainer un grand nombre d'élèves vers l'enseignement privé et les filières patronales.

Déjà dans le département, beaucoup de classes comptent 40 élèves et au lycée d'enseignement professionnel à Rennes, 200 élèves n'ont pu obtenir cette année leur inscription au BEP, faute de place.



Chéquiers bilingues: déjà un succès

Lancé en septembre 1979, le chèque bilingue français-breton du Crédit Mutuel de Bretagne connaît d'ores et déjà un succès important auprès des bretonnants. Près de 4000 chéquiers français-breton ont été remis en une année ce qui représente environ 16.000 chèques ventilés dans le même temps. Déjà, un succès qui ne demande qu'à grandir en 1981.



Lorient: Les cheminots CFDT expriment leur inquiétude devant le démantèlement du réseau ferroviaire en Bretagne

Pour conserver l'outil social qu'est le chemin de fer, la CFDT décide de mobiliser ses adhérents pour sauver les lignes secondaires. Ce resserrement du réseau déboucherait inévitablement sur une compression des effectifs. Déjà depuis 1974, 814 emplois ont disparu en Bretagne et cette année 70 autres suppressions sont annoncées. Pour faire face à cette hémorragie, la direction de la SNCF embauche du personnel sous contrat durée déterminée, payé à l'heure! Ils sont actuellement près de 400 à avoir ce statut.

Par cette lutte, la CFDT entend défendre non seulement l'emploi dans le chemin de fer breton, mais aussi l'ensemble de l'économie de la Bretagne, qui ne manquerait pas de subir les graves conséquences d'un démantèlement du réseau ferroviaire.

CÔTES-DU-NORD

Locquemeau: La commune dit non au mirage économique d'un village-vacances

Le conseil municipal de Locquemeau qui devait se prononcer sur un projet d'implantation d'un super village-vacances de 2400 logements sur 16 hectares de la commune, a refusé par onze voix contre deux les plans du promoteur.

La démesure du projet est à l'origine de cette décision, qui reflète largement le point de vue des représentants de la vie économique locale, tels les marins-pêcheurs qui ne veulent pas voir l'envahissement du port de pêche par la plaisance. La baie de Lannion est inadaptée à recevoir une implantation de cette ampleur qui bouleverserait la vie locale pour un apport touristique de quelques mois par an. L'UDB qui a dès le départ dénoncé ce projet réclame le développement d'une activité réellement créatrice d'emplois dans l'industrie, l'agriculture et la pêche, alors que le tourisme ne procure que peu d'emplois permanents mais par contre une forte proportion de nuisances.

Vendre la Bretagne aux estivants, c'est aussi la Bretagne que l'on vend. Dans une région déjà fortement marquée par la conquête des activités de loisirs sur l'industrie, le danger de la colonisation est réel. Alors que les professionnels de la plaisance annoncent pour 1981 une récession de 20% à 30%, d'autres projets de ports de plaisance risquent d'aboutir à Lannion, Trébeurden et St-Quay-Portrieux.

LOIRE-ATLANTIQUE

Nantes: Grève des dactylos à l'atelier de saisie de l'INSEE

Depuis le 7 janvier, l'Atelier de saisie des données statistiques et économiques de l'INSEE à Nantes connaît la grève totale. A l'origine de ce conflit, une modification des matériels: le clavier est désormais remplacé par un écran cathodique qui engendre une fatigue supplémentaire pour le personnel. Les cinquante dactylos travaillant sur ces écrans, réclament un temps de pause plus long car l'utilisation de ces écrans augmente considérablement la fatigue visuelle. Les normes habituelles qui concernent le temps de travail sur de telles machines, n'excèdent pas trois ou quatre heures. Aussi, les dactylos, qui réclament un repos supplémentaire de 45 minutes par jour, considèrent leur revendication comme largement justifiée.

Les syndicats CGT et CFDT apportent leur appui à ce mouvement qui s'inscrit dans le combat quotidien de chaque travailleur pour améliorer ses conditions de travail.

MOR-BIHAN

Vannes: Fermeture d'une Laiterie d'UNICOPA, 300 agriculteurs dans la rue.

Les cinquante salariés de l'usine UNICOPA du Prat à Vannes viennent d'apprendre par leur Direction la fermeture de la laiterie à la fin du mois de mars prochain. Il s'agit de l'aboutissement d'un plan de restructuration du groupe UNICOPA qui n'offre à ses salariés que la possibilité d'une mutation dans les autres unités de production du groupe.

Dès cette nouvelle annoncée, 300 agriculteurs ont apporté leur appui aux salariés touchés par cette mesure, en se rassemblant devant les locaux pour exprimer leur inquiétude quant à l'avenir de leur activité dans cette zone où la production laitière reste la seule possibilité de fixer au pays une population agricole, les autres élevages traditionnels en Bretagne comme le porc et le poulet étant en rivalité directe avec l'industrie du tourisme.

Les représentants syndicalistes paysans ont adressé une motion au préfet du Morbihan et une lettre ouverte aux administrateurs d'UNICOPA et de nombreux débrayages dans les autres usines du groupe ont appuyé cette démarche. A l'usine du Prat, pendant ce temps les salariés ont retenu dans leurs bureaux deux cadres, de la direction pour exiger une réunion du comité central d'entreprise pour débattre de la situation, car depuis la mi-décembre, aucun responsable ne s'est montré à l'usine...

DE NANTES A BREST



FINISTÈRE

Brennilis: fuites à l'usine nucléaire

EDF et le CEA sont beaucoup plus doués, apparemment pour éviter les fuites d'informations vers la presse que les fuites de résidus radioactifs dans la nature. On l'a vu à la Hague, on vient de s'en rendre compte à Brennilis. Il a fallu attendre fin janvier et la réunion d'un comité d'Hygiène et de Sécurité pour que soient révélés les incidents qui ont eu lieu en... octobre à la centrale EL4. Incidents mineurs sans doute, à la mesure de ce «solex» nucléaire que constitue la pile des Monts d'Arrée. Mais on a quand même trouvé dans l'Elez, qui dessert plusieurs communes, un taux de radioactivité dix fois supérieur à la concentration supérieure admise. Même si la direction minore ce chiffre, on ne peut lui accorder grande confiance, pour deux raisons.

D'abord, il n'y a de prélèvements que tous les quinze jours et nul ne sait si la rivière était polluée depuis la veille, ou depuis presque deux semaines, ce qui n'est quand même pas la même chose. Ensuite parce que EDF a tenté de ne rien dire, et y a réussi pendant trois mois... En tous cas, on a dû en haut lieu éprouver quelques craintes car on a procédé à ce qu'on appelle un «lessivage» c'est-à-dire qu'on a fait couler toute l'eau disponible pour disperser au plus vite les effluents...



D.R.

ILLE-ET-VILAINE

Fougères: Nouvelle atteinte à l'emploi dans la chaussure: Les Établissements J.-B. Martin licencient.

La direction de la Société J.-B. Martin vient de présenter au comité d'entreprise une série de mesures destinées à faire face à une baisse des commandes de l'ordre de 20%. La décision la plus importante concerne la réduction des effectifs: l'entreprise qui compte actuellement 850 salariés devra ramener ce chiffre à 700 et encore la direction réclame une aide de l'État pour poursuivre son activité, par une prise en charge de 80% des indemnités de chômage du personnel licencié. Le chantage à l'emploi se poursuit donc de plus belle au Pays de Fougères.

En 1975, l'entreprise J.-B. Martin, comptait plus de 1200 salariés, l'année dernière ils n'étaient plus que 900. Déjà donc par le biais des départs volontaires ou de fins de contrats à durée déterminée, la direction réduisait régulièrement son personnel.

Cinq années après la crise de la chaussure à Fougères, de nouvelles inquiétudes surgissent avec ces nouveaux licenciements chez J.-B. Martin mais aussi à la Société «Chaussures Patricia», qui vient d'être mise en règlement judiciaire et qui compte 34 salariés.

Loire-Atlantique: Incroyable situation pour 700 familles sans eau courante dans leur commune

A quinze kilomètres de Nantes, dans la commune de Coueron, sept cents familles n'ont pas encore l'eau courante. Les familles concernées habitent sur la zone rurale de la commune qui compte 16.000 habitants. Seule l'eau des puits et des citernes permet à ces familles d'effectuer les tâches domestiques.

Si l'extension de l'adduction d'eau à l'ensemble de la commune n'était pas rapidement réalisée, ces familles pourraient fort bien avoir toutes le téléphone avant l'eau...



Ille-et-Vilaine: Licenciements dans l'habillement et la distillation

A Fougères, l'entreprise de confection Gardan, mise en règlement judiciaire au début du mois de janvier par le Tribunal de Commerce, vient de proposer un plan de redressement, une nouvelle fois sur le dos des travailleurs. La direction de l'entreprise qui emploie 58 personnes, dans la fabrication de pulls marins a annoncé le licenciement de 12 employés, pour poursuivre son activité.

A Antrain, ce sont dix-sept salariés qui connaissent un sort identique. La Société des Alcools du Vexin qui emploie 34 salariés a décidé de cesser une de ses activités: la distillation d'eaux de vie. Ici aussi, la direction résout à sa manière ses problèmes en rayant d'un seul coup la moitié de son personnel...



St-Brieuc: Plan de restructuration à l'usine «Mont-Carmel»: 23 licenciements

La direction de l'usine de vêtements «Mont-Carmel» à St-Brieuc vient de présenter un plan de restructuration dont les premiers effets atteignent une nouvelle fois l'emploi: 23 personnes seront licenciées et cinq autres mutées ou reclassées...

Selon le patron, «si la vie de l'entreprise n'est pas véritablement en danger, la conjoncture actuelle nous contraint d'adopter ces mesures». Une thérapeutique décidément bien commode aujourd'hui... L'usine de St-Brieuc emploie 280 personnes dans la confection de jeans et de vêtements de travail pour le marché français mais aussi pour une large part pour l'exportation.

UNE FÉDÉRATION ENRHUMÉE

Lors de sa session du mois de décembre, le bureau politique de l'UDB a provisoirement dissous la fédération qui regroupe les adhérents de Brest et des communes voisines.

Exceptionnelle, bien sûr, cette mesure fait suite à plusieurs mois de flottement dans la vie de cette fédération, marqués par l'assouplissement d'une partie des cellules, un fonctionnement défectueux des instances fédérales et quelques démissions.

Echo de la rupture de l'union de la gauche, en France, la crise municipale de Brest au printemps 1980 a probablement joué un rôle dans l'apparition de ces difficultés locales. Des considérations personnelles, aisément dominées en d'autres circonstances, ont sans doute aggravé momentanément les choses.

Mais ce qui a paru évident au bureau politique de l'UDB, c'est que la situation des travailleurs de la région brestoise, illustrée ces jours-ci encore par des fermetures typiquement coloniales d'entreprises ne pouvait pas s'accommoder plus longtemps d'une situation de carence de la fédération locale.

Avec la dissolution, l'occasion est donnée aux militants de repartir d'un bon pied, c'est-à-dire en premier lieu de la prise en charge, quartier par quartier, entreprise par entreprise, commune par commune, de la situation de ces travailleurs, parmi eux, pour mieux résister à la politique conduite par Giscard.

La réaffirmation unanime par le bureau politique de janvier, de sa solidarité dans l'application des décisions du dernier congrès de l'UDB constitue pour eux, et pour ceux qui vont venir cette année les renforcer, un encouragement à s'engager dans cette voie. Elle constitue aussi, avouons-le, un solide bras d'honneur aux fossoyeurs du peuple breton, qui rêvent de cercueil à chaque fois que l'UDB se mouche.

Michel François*.

* Membre du bureau politique de l'UDB, chargé des affaires intérieures du parti.

CEST
VRAIMENT
CHOUETTE
DE VOUS
AVOIR PARMI
NOUS



**LAK
ATAO
bar**

Tél. 44.49.84

Halles St Louis BREST

L'UDB ET L'AMNISTIE DES PRISONNIERS POLITIQUES

Le Bureau Politique de l'UDB réuni le 18 janvier 1981 à Lorient constate que l'aggravation de la situation économique et sociale s'accompagne d'une dégradation continue du respect des libertés publiques et d'un renforcement de la répression politique (loi anticasseurs, loi sécurité et liberté). Cette répression est particulièrement manifeste à l'égard des peuples minoritaires de l'hexagone et des DOM-TOM.

La Cour du sûreté de l'État va avoir à connaître, dans les prochains jours, du sort des prisonniers politiques corses, à peine sortis d'une longue grève de la faim de plus de 50 jours. Leur seul crime est d'avoir voulu mettre hors d'état de nuire des

« barbouzes » notoirement connus des services de police dont l'action répressive est plus que sélective.

5 indépendantistes tahitiens seront jugés en appel en France. L'un d'eux, Charlie Ling, étant accusé d'homicide, le pouvoir entend transformer en affaire de droit commun un procès qui est politique.

L'UDB dénonce la manipulation de la justice qui consiste à choisir le tribunal en fonction de la personnalité de l'accusé; elle exige la suppression de la Cour de sûreté de l'État et l'Amnistie pour toutes les personnes condamnées par elle pour motifs politiques, notamment les Bretons actuellement détenus.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• Spectacles:

Sweet Mama (jazz année 30 aux USA), le 7 à Guipry (Moulin de Baron); le 8 à Concarneau (Ty Couz Soiz); le 11 à Vannes (Pub Servans); le 13 à Konfort Berch'ed (Ar Seizh Avel); le 15 à Plouarzel (La Boulange).

Annkrist, le 6 février, à Lesneven au Centre Socio-Culturel.

Bernard Benoit au « Seizh Avel » de Konfort Berch'ed (22) le 27 février.

Gilles Servat à Malestroit, salle des Fêtes, le 7 février.

• Stage des sonneurs:

« A Kérallic, en Plestin-les-Grèves (22310) auront lieu les 21 et 22 mars un stage de sonneurs de couple (binioù-ko, bombarde), un stage de Kan-ha-Diskan et un stage de flûte traversière.

Prix du stage: 150 F (hébergement et repas compris). Date limite d'inscription: 7 mars.

Pour tous renseignements ou inscriptions, s'adresser à: Gabrielle Perrin, Convent Dret, 22300 Ploubezre. Tél. (96) 38.28.05 (avant le 27 février).

• Stages de danse:

A Redon, du 7 au 11 février; relation entre le costume et le corps. Dihun, Centre Social, rue Guy Pavois, 35600 Redon.

• Stage de Yoga:

A Rennes, MJC du Grand Cordel, rue Mirabeau, les 7 et 8 mars.

• Stage de Breton:

A Brest, du 9 au 13 février, enfants adolescents, adultes, organisé par Ar Skol Vrezonek (FOL). A Le Mercier, 6, rue Beaumarchais, Brest (44.89.42).

• Stage de sculpture:

A Rennes, MJC du Grand Cordel, rue Mirabeau, les 7 et 8 mars.

• Fêtes:

Pour l'Amnistie des détenus politiques bretons, les 14 et 15 février à **Guingamp** avec Ogam, Kemener, Glenmor, Meic Steevens, Dan ar Bras, Lène et Lise, Siffer, Pi de la Serra, Kergrist, Servat, Manu, Cantu i Populu Corsu, Anne Vanderlove, Urko, Galorn, Battlefield Band. Stands des minorités; animation pour les enfants par les Frangs-camarades.

Rassemblement anti-militariste à Brest les 7 et 8 février au Parc de Penfeld. Chansons (John Molineux, Dan ar Braz), Spectacles, Cinémas, Ateliers, Animation pour enfants...

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47



Photos : Jakez Pellen et Jakez Louer

24 JANVIER : CONCARNEAU-ROSPORDEN La marche des « U.D.B. » pour la défense des gares



Ci-dessous : un réseau dense, presque entièrement démantelé.

En bas, à gauche, Laurent Le page s'adresse aux marcheurs à l'issue de leurs 15 kms.



UN PEUPLE SUR LE TOIT DE L'EUROPE



La présence des Lapons en Scandinavie remonte aux temps les plus reculés; venus de l'Est au cours de l'ère pré-chrétienne, ils ont atteint les côtes de l'océan arctique et l'intérieur de la Suède. L'époque à laquelle ils ont pris connaissance des régions les plus septentrionales de cet état est en tout cas suffisamment ancienne pour que leur droit sur les terres puisse être considéré comme basé sur une tradition antique (voir carte du peuplement actuel).

A l'origine, les Lapons étaient chasseurs et pêcheurs, la chasse aux rennes sauvages tenant une place essentielle dans leur vie. La domestication de ces animaux a donné naissance à diverses formes d'élevage, évolution qui a pris près d'un millénaire.

On évalue actuellement le nombre des Lapons à 40.000 ou 50.000; il n'existe pas toutefois de critères précis pour déterminer qui est lapon. L'élevage des rennes, la parenté et la langue peuvent servir de

références mais aboutissent à des nombres différents. Une estimation d'autant plus difficile à réaliser que les Lapons vivent dans quatre états: Finlande, Suède, Norvège (Scandinavie), et URSS.

Hélico et Scooter

Aujourd'hui, environ 20% des Lapons sont éleveurs de rennes ou dépendent entièrement (ou partiellement) de ce type d'élevage, pour leur subsistance. La plupart assurent donc leur revenu d'une autre façon et se consacrent à différents métiers (industrie du bois, artisanat, commerce, industries hydro-électriques), tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leur région. Le sentiment d'appartenance à une ethnie s'est fortement accentué ces dernières années grâce à l'intérêt que suscitent actuellement les questions des minorités nationales dans le monde, et grâce à une série de mesures obtenues des gouvernements scandinaves.

Si l'élevage diminue, il a néanmoins définitivement marqué le mode de vie, et pour comprendre le système lapon, il faut connaître le mode d'élevage des rennes! Deux formes ont été développées: un élevage stationnaire en forêt, un élevage mobile et extensif en montagne. Ce dernier est caractérisé par des migrations plus ou moins prolongées entre les pâturages d'été en montagne et ceux d'hiver dans les régions côtières. C'est dans les régions de basses montagnes, dans les lieux d'accouplement et de vélage que les Lapons ont peu à peu établi

leurs «visten» (campements) les plus durables.

Avec le temps, le nomadisme et les migrations, se sont atténués. Actuellement, des habitations sont implantées dans les zones qui sont les plus faciles d'accès pour les services collectifs de la société. Seuls les gardiens de rennes suivent encore les troupeaux. L'avion, la voiture, l'hélicoptère et le scooter des neiges sont les moyens de communication mis au service de l'élevage des rennes. Pour s'assurer un revenu normal, une famille doit posséder 500 animaux, mais un grand nombre en dispose de moins de 200, ce qui est donc insuffisant pour subvenir à leurs besoins.



Les villages lapons s'apparentent à des associations coopératives, responsables de l'élevage des rennes (dans la limite de la zone des pâturages); qui projettent, construisent et entretiennent les installations communes, répartissent les frais entre les membres et sont responsables du village. En Suède, c'est la direction nationale de l'agriculture qui est responsable du développement de l'élevage des rennes, réservé aux Lapons. Toutefois, l'État suédois a la possibilité de suspendre le droit d'élevage dans certaines zones destinées à «un usage d'importance essentielle pour l'intérêt général du pays».

Des droits séculaires

Depuis 1966, la plupart des villages lapons ont mené un procès de principe contre l'État suédois pour le droit prioritaire aux pâturages. Peu après, le tribunal rejeta ces revendications, mais pour la première fois, le droit des Lapons à disposer de la terre et de l'eau était examiné. Le Tribunal estima en effet qu'ils détenaient des droits sur la propriété de terres d'élevage depuis le XVII^e siècle (!) et que l'État suédois usurpe ce titre à l'occasion. En 76, la Cour d'Appel rejeta, elle aussi, le recours des Lapons.

La constante diminution du nombre des Lapons qui se consacrent à élever des rennes a progressivement contribué à attirer l'attention sur des questions sans rapport direct avec l'élevage. Il s'agit avant tout du problème relatif à la conservation de la langue et au développement de la culture laponne, dans les nouvelles conditions de vie et d'environnement.



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin - BREST
Téléphone : 44.56.65

La décision de préserver l'école populaire supérieure laponne de Jokkmokk et de créer une chaire d'études laponnes à l'université d'Umea a été obtenue du gouvernement suédois en 1977. C'est la première fois que les Lapons se voient traiter par les pouvoirs publics scandinaves comme un groupe ethnique homogène. Ainsi ont été posées les bases d'une politique gouvernementale qui tient compte des conditions de vie de la minorité laponne dans tous les domaines de la vie sociale.

Les enfants lapons suivent obligatoirement durant neuf ans des cours dans les écoles communales ou nomades. Ils sont en suédois ou en norvégien; on y enseigne toutefois la langue, l'histoire et la culture laponne. Depuis plus de trente ans, l'école de Jokkmokk a surtout contribué à donner à divers groupes de lapons plus âgés une certaine compensation à une scolarité plus ou moins déficiente. Grâce à un enseignement commun avec des élèves non lapons, à des cours spécialisés dans les matières laponnes, l'école doit pouvoir se maintenir et se développer.

R.T.L.

(Radio-Télévision Laponne)

Un institut lapon fonctionne depuis 1974 à Kautokeino en Norvège. Subventionné par les gouvernements scandinaves (conseil nordique), il laisse aux Lapons le soin de déterminer les sujets de recherche prioritaire (enseignement, information...): il s'agit de trouver les moyens appropriés pour

conserver et développer leur langue. La 1^{ère} initiative importante est l'édition d'une Lapon grammaire et l'édition de divers manuels en Lapon dit «Lapon du nord» (langue parlée par les 3/4 d'entre eux). L'orthographe adoptée l'est en commun avec la Suède et la Norvège.

La littérature laponne écrite est assez restreinte. Comme chez les autres peuples arctiques, la «littérature orale» a joué un rôle plus important: le «Juvikos» lapon, sorte de chant primitif, bien qu'il soit resté longtemps dédaigné, connaît lui aussi une renaissance.

La radio diffuse régulièrement informations et programmes culturels en lapon. Les gouvernements scandinaves ont proposé de créer un centre de production et d'émission commun pour cette langue. Les Lapons ont accueilli très favorablement ce projet, considérant comme d'une importance vitale pour la survie de leur identité, que leur langue et culture soient présentes dans les médias audio-visuels. Au niveau culturel, signons également l'artisanat essentiellement tourné vers l'art décoratif et la vente de souvenirs...

Les contacts que le peuple lapon a commencé à nouer avec d'autres minorités constituent un élément nouveau dans l'effort culturel des habitants. Des relations ont été établies, à l'occasion de la conférence pour les minorités indigènes, organisée au Canada en 1975, et de celle qui s'est tenue en Suède en 1977.

Gilles Chavin-Collin.



FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

- **Le 6 février**
à Chateaubriant (44)
fest-nos à la salle omnisports avec Maripogan, Patrick Bardoul, et les sonneurs de Joué sur Erdre organisé par Amnesty International.
- **Le 7 février**
à Malestroit (56)
fest-nos après le spectacle Gilles Servat, à la salle des fêtes, avec des sonneurs et chanteurs de la région; organisé par UDB Haut Vannetais.
- **Le 14 février**
à Guingamp (22)
fest-nos avec Thomas, Philippe, Féon, Becker, Kemener, Marchand, Breudeur Morvan, Le Roux, Dilasser, Molard, Crépillon, Toutous, Le Meur, Gwengou, Mamel, Kerdoncuff, Thomas, Bihan, Skordia, Toussog-Nij, Galorne, organisé par K.A.D.
- **Le 21 février**
à Brasparts (29)
fest-nos avec Bleizi-Ruz, Kanerien Menez-Arré, organisé par Strollad Menez Sant Mickael.
- à Quintus (22)
au Bodéo, fest-nos avec Malhambre Galorne, Pinc-Kerbœuf, chantous de Plaintel, organisé par Conscience et Contre-Violence.
- à Argenteuil (95)
fest-nos, salle des fêtes Jean Vilar avec Mmes Huet et Ribaud, Ribaud-Martin, Ropars-Cotel, Poulmarc'h, Hebert, Rouhaut-Ghidalia, Daniel et Katell et les sonneurs d'Argenteuil, organisé par Bretons d'Argenteuil, et Bugale Ar Gwenn Ti Uhel.

LIBERTÉ POUR NELSON MANDELA !

«J'ai consacré mon existence à ce combat du peuple africain. J'ai lutté contre la domination blanche et contre la domination noire. Mon idéal est celui d'une société démocratique et libre, dont tous les membres vivraient en harmonie et disposeraient de chances égales. J'espère vivre assez longtemps pour pouvoir atteindre cet idéal. Mais s'il le faut, je suis prêt à mourir pour lui».

Nelson Mandela.

Nelson Mandela, dirigeant de la lutte de libération du peuple sud-africain, est emprisonné depuis 18 ans au bagne de Robben Island.

Avec lui, c'est un peuple tout entier qui se trouve sous les verrous. La minorité blanche se maintient au pouvoir par la terreur organisée du système d'apartheid, inspiré du nazisme et des doctrines de la supériorité raciale. Législation inique, arrestations, déportations massives dans les réserves (près de 3 millions de déportés en moins de 30 ans), détentions illimitées sans jugement, tortures, assassinats dans les commissariats, proscription de tout opposant: une répression féroce, quotidienne, planifiée, assure le fonctionnement d'un système de discrimination inscrit dans les lois elles-mêmes. L'immense majorité, noire, du pays est spoliée de l'ensemble de ses droits, y compris de son droit le plus naturel: la citoyenneté sud-africaine. Des milliers d'hommes et de femmes connaissent les bagnes d'Afrique du Sud pour avoir voulu simplement vivre libres, dans l'égalité et la justice.

Nelson Mandela, arrêté en 1962, condamné à la détention à vie le 12 juin 1964, vit depuis lors dans une cellule de 2,40 m sur 2,10 m à Robben Island. Il est le symbole vivant de la résistance à l'apartheid. Le peuple opprimé d'Afrique du Sud tout entier se reconnaît en lui et exige aujourd'hui, par une campagne massive, sa libération immédiate.

L'AFASPA (Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique), le MAA - CAO (Mouvement Anti-Apartheid Campagne Anti Outspan), et le MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les peuples) ont lancé une pétition pour la liberté de Nelson Mandela.

PLOMEUR SHOP
L'ATELIER DU CUIR
Route du Guilvinec, 29120 Plomeur
MAROQUINERIE
PETITE MAROQUINERIE
ARTICLES DE BUREAU
Directement chez le fabricant
Prix exceptionnels

CONFECTION — CHEMISERIE
Paul CARRIOU
Tailleur
5, rue Pierre-Loti - 22580 PLOUHA
Tél. : (96)20.21.54
HABILLE TOUTE LA FAMILLE


**peintre
en
lettres**
48, rue du Dourjacq
29200 BREST
Tél. : 02.61.41

DES VÉRITÉS BONNES A LIRE...

Il est sans doute incongru de rapprocher sous un même titre et dans un même article Dumont, Tazieff, et Servan-Schreiber. Qu'ont en commun les deux premiers avec le troisième? Une réflexion sur l'ordre établi, une volonté de dépasser une vision seulement européenne, quelque chose de plus que la politique spectacle parisienne. Et la sincérité? Sûrement pour les deux premiers, peut-être pas pour J.J. S.S., qui s'est très mollement défendu de l'accusation de plagiat qu'on lui a portée...

René Dumont: **L'Afrique étranglée, le Seuil**

Haroun Tazieff: **Ouvrez donc les yeux**

J.J. Servan Schreiber: **Le défi mondial**, Fayard.

● «L'Afrique étranglée» est le nouveau message de René Dumont (et Marie-France Mottin), vingt ans après «L'Afrique noire est mal partie» (1). Si l'Europe capitaliste est en crise, l'Afrique, elle, court à la catastrophe: paupérisation, différences sociales scandaleuses, recul de la production vivrière, paupérisation absolue des masses rurales, hausse moins rapides des cours des matières premières exportées par rapport aux produits importés. L'étude concrète de la Zambie, de la Tanzanie, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire nous montre l'étendue du désastre et l'ampleur de la solidarité nécessaire. Non seulement, la dépendance économique doit être balayée mais avec elle, les privilèges de la classe qui profite de cette dépendance doivent être attaqués de front.

● «Ouvrez donc les yeux» crie Haroun Tazieff, connu comme volcanologue courageux et lucide.

Engagé à gauche depuis longtemps, Tazieff a été révolté par la malhonnêteté des gens qui nous gouvernent et il nous le dit. Il dénonce la prolifération des scandales, immobiliers, économiques, policiers, administratifs, fiscaux, universitaires, judiciaires, liés à la caste du pouvoir dans l'État français. Il dénonce aussi la centralisation monarchique française, qui impose aux habitants d'Ajaccio, de Morlaix ou d'Hendaye les mêmes structures administratives, les mêmes lois économiques et sociales qu'à ceux de Lyon, de Strasbourg, ou plus exactement de Paris» (p. 27).

Hypocrisie, mensonges, corruption, auraient pu, selon l'auteur, être criminels par la stricte application du Programme Commun, sur le plan fiscal par exemple. Il montre que l'État, principal bénéficiaire de la manne pétrolière, prône «l'anti-gaspi» et organise le gaspillage, qui lui assure tant de profits. De même, la lutte contre la pollution est un gadget électoral giscardien, tandis que les pollueurs capitalistes continuent à polluer le plus libéralement du monde, parfois avec l'accord tacite de l'État. Il estime la gestion de la France tellement catastrophique qu'il n'exclut pas une évolution vers un véritable sous-développement, accompagné d'une dégradation autoritaire, puis dictatoriale du régime. Le souci du profit à court-terme a amené le pouvoir à ignorer volontairement le problème pétrolier, à refuser les énergies douces, décentralisables, à abandonner le charbon. «Le nucléaire, s'il devenait indispensable, il serait imbécile de le refuser. Actuellement, il est superflu: réduction du gaspillage d'État, hydroélectricité, géothermie, biomasse, et solaire suffiraient largement» «ajoutés» à l'éolien, aux marées. Le



John Giannini/Gamma

L'irruption (et l'exploitation) du Tiers-Monde.

pillage du Tiers-Monde, sa dépendance restent en toile de fond de l'ouvrage. La liberté de ton, la profondeur des critiques et des mises en garde — l'EDF peut construire une centrale nucléaire avant d'en avoir l'autorisation légale — font du livre de Tazieff un outil pour la lutte contre la politique du pouvoir giscardien.

● «Le défi mondial» succède 10 ans après, au défi américain de J.J. Servan Schreiber. Homme politique discuté, J.J. S.S. a pourtant été un vulgarisateur de valeur, qui a montré quand il était temps, le gaspillage du projet Concorde, le besoin d'un «pouvoir régional», la nécessaire révision des méthodes commerciales. Cette fois, l'ouvrage massif qu'il nous fournit essaie de fournir une analyse de la situation mondiale à l'automne 1980 et de proposer des solutions pour résoudre les problèmes immenses des 3 mondes (OPEP, Pays industrialisés, Tiers-Monde). L'analyse est pertinente et utile: les pays du Golfe persique, avec leur pétrole, disposant de 2 des clés de l'économie mondiale affaissée: l'énergie, l'investissement, mais ils restent sous-développés. Les économies industrielles, frappées par le 3^e choc pétrolier et des problèmes internes, sont au bord de la récession, bien qu'elles possèdent seules la technologie. Le Tiers-Monde lui, sans pétrole, sans capitaux, sans technologie, est en perdition, en voie de paupérisation absolue. Tel est le monde des années 1980, après l'échec des négociations Nord-Sud. Sans développement du Tiers-Monde, le monde industrialisé

GARAGE DU GUELMEUR
Gérard JAOUEN

4, RUE DU GUELMEUR

BREST-ST-MARC

TEL. 02-32.86

VENTE - RÉPARATIONS ENTRETIEN VEHICULES TOUTES MARQUES

**Centre de Diffusion au service des cultures
et civilisations bretonnes et celtes**

BREIZ vous propose dans ses 3 magasins :

BREIZ, 9, avenue du Général de Gaulle
44500 LA BAULE

Téléphone **60.21.62**

BREIZ, 10, rue du Maine
75014 PARIS

Téléphone **326.11.58**

BREIZ, 17, rue de Penhoët
RENNES

Téléphone **79.01.87**

**UN GRAND CHOIX DE LIVRES ET DISQUES
BRETONS, ECOSSAIS ET IRLANDAIS**

court à sa perte. Puis l'auteur cherche à montrer comment on en est arrivé là: exploitation du Tiers-Monde et du pétrole trop bon marché par les compagnies pétrolières; bas prix du pétrole entraînant le recul rapide des autres sources d'énergie; naissance de l'OPEP et action libyenne contre le monopole pétrolier capitaliste; intégration du problème pétrolier au problème du Moyen Orient depuis 1956; les erreurs de Kissinger, égaré par son anti-soviétisme, l'erreur du refus américain d'aider les soviétiques à exploiter le pétrole de Sibérie, poussant ceux-ci à manœuvrer vers le Golfe persique. Tous ces éléments sont présentés dans de brefs tableaux, chiffres à l'appui, ou avec des évocations de personnages du Tiers-Monde et d'événements trop vite oubliés (Bandoung, en 1955). La réalité économique japonaise, la stratégie des firmes nippones, leur orientation massive vers l'informatique sont l'espoir de l'auteur: pour J.J. S.S., l'informatisation supprime des emplois, mais en crée plus encore, tout en vulgarisant le savoir et les techniques et en économisant l'énergie et les matières premières. Ce serait là le moyen de diffuser le développement dans le monde entier, toutes hiérarchies abolies. La vision du développement rural du Tiers-Monde ressemble par bien des points à celle de René Dumont. Mettant en commun l'argent de l'OPEP, la technologie de l'Occident, les matières premières de l'URSS, la main d'œuvre du Tiers-Monde, le Monde s'équilibrerait dans un développement décentralisé bien réparti, informatique et progrès biologiques aidant, passé le cap difficile des années 1980-1985.

Le propos est généreux mais les dangers et les obstacles sont escamotés: la lutte des blocs politico-militaires, le conservatisme social des bourgeoisies dominantes, le blocage des minorités privilégiées du Tiers-Monde, les transitions nécessaires entre la société industrielle classique, encore si peu étendue, et la nouvelle société informatisée, floue et non exempte de tentations totalitaires, entre autres, au niveau des propositions, on reste «entre ciel et terre». Le solide réalisme de Dumont ou de Tazieff manque. Comment, enfin dénoncer les inégalités et les privilèges du «monde riche», sans faire d'allusions au conservatisme d'État et au néo-colonialisme de Giscard, curieusement absent de l'ouvrage.

Bref, une somme saisissante de vérité sur le monde actuel et sa genèse, synthèse unique sans doute, mais, dans la droite ligne de J.J. S.S., une incompréhension apparente des blocages politiques et sociaux. Aux militants et aux partis de méditer les données de l'analyse pour proposer des solutions et des transitions, à la lumière du vécu des luttes et situations quotidiennes. A lire, donc, un crayon à la main!

Jean-Jacques Monnier.

A la suite de notre article sur le breton à l'école primaire, voici l'adresse de l'association de parents qui s'en occupe :

A.P.E.E.B., 3, rue Edith-Cavell
35000 RENNES

DISQUES

SUR UN AIR DE: FRANCE



Francis
Lalanne

Annegarn Dick: «Coup de blues»

Dick et Robert Pete Williams y vont de leur inspiration pour interpréter chacun et ensemble quelques petits morceaux qui fleurent bon la soirée entre copains.

Dick, y va toujours de ses jeux de mots et de ses images qui collent bien à sa peau de bluesman blanc des villes. C'est un disque enregistré en public, où l'on sent Dick véritablement à l'aise à l'écart du bizeness. («Ferrailages» Spalax, 8. 6818).

Capdevielle J. Patrick «C'est dur d'être un quoi...»

Après un premier disque, d'où se dégageait une nostalgie pesante, J. Patrick récidive et c'est pas vraiment plus gai. Désillusions, tristes vérités, chagrins, voilà l'univers de Capdevielle, où peut-être est-ce son ton. Sa poésie est son royaume... («2» CBS, 84695).

Gotainer Richard «Tout fufou»

Alors là on change carrément de registre. Gotainer fait de la poésie avec

du quotidien. Ce n'est pas trop étonnant quand on sait qu'il réussit aussi dans les spots publicitaires. Il est très observateur et d'une façon incisive, façonne, forge des images, fait une ribambelle de ricochets avec les mots, tout cela baigne dans une poésie qui ne s'emmêle pas les pédales dans les alexandrins. C'est frais, vivant, drôle, captivant, sensible, burlesque, doux, caustique, clownesque, épique... ciselé vous dis-je! (Philips, 9101. 207). Tant qu'à faire jetez aussi une oreille sur «Le forgeur de tempos» (Philips, 9101.104).

Lalanne Francis «A voir, à entendre».

Là encore, un millier d'émotions à fleur de peau. Pour son deuxième album, Francis va encore plus loin dans ses sentiments et son observation (lui aussi) du quotidien. De «Elle est toute seule», si bel hommage à la différence à «T'es marron», huit chansons, suppliques, criantes de vérités, de franchise et de passions. A voir et à entendre sur scène pour en prendre plein la gueule et plein le cœur (Sans titre. Les trois oranges bleues. 6313 089, dist. Phonogram).

Yann-Fanch Langoët.



PORT de PLAISANCE

Le Grand Pavois

BAR
RESTAURANT
PANORAMIQUE

Moulin-Blanc
29200 BREST
Tél. 02.27.83

Annie et Jean-Michel TEXIER



IMPRIMERIE DE L'IROISE

Rue François-Lettré, BREST - Tél. 02.28.74

OFFSET - QUADRICROMIE

Dépliants - Catalogues - Périodiques - Affiches

QUI CONNAIT LES BLEIZI RUZ ?

Question: Bleizi Ruz est:

- une secte?
- un couple de sonneurs?
- un groupe instrumental breton?

Si je vous mettais en face de ce choix, je suis persuadé que la plupart d'entre vous trouveraient sans hésiter la bonne réponse. Je suis également certain que d'autres hésiteraient entre la seconde et la troisième solution. Et j'ose quand même espérer qu'aucun lecteur du Peuple Breton n'adopterait la première. Mais si je faisais la même expérience dans la rue, à Guérande, à Rennes ou à Scaër? Il est non moins évident que le résultat serait loin d'être le même. Eh bien, je suis de ceux qui trouvent que c'est dommage.

Les quelques personnes qui, autour de Loeiz Roparz, concurent en 1957 de redonner vie aux festou-nos espéraient probablement une progression régulière, du type de celle qui s'est effectivement produite tout au long des années 60. Mais je ne pense pas qu'ils aient imaginé alors l'extraordinaire flambée d'enthousiasme connue quinze ans plus tard, ni les nouvelles formes récemment prises par le genre, en bonne partie sous l'impulsion du succès de Stivel. Jusqu'à alors, le fest-nos était resté une manifestation essentiellement rurale, et le bal breton en était la contrepartie urbaine. De quelques festou-nos et bals bretons par an aux premiers temps du renouveau, on était peu à peu passé à une fréquence plus régulière. Enfin, le moteur musical de la danse était encore le chant et les instruments traditionnels. Tout change brutalement en 1972. Les festou-nos (on parle de moins en moins de bals bretons) se multiplient, prolifèrent, deviennent de plus en plus urbains, et contrairement à leur modèle rural, pratiquent toutes sortes de danses venues des cinq coins de la Bretagne. Les chanteurs et instrumentistes traditionnels, généralement spécialisés — voire étroitement spécialisés — ne peuvent guère faire face à la diversité de la demande alors que la multiplication des soirées ne permet plus de faire aussi souvent appel aux spécialistes des autres terroirs. Ne serait-ce que pour cette raison, l'avènement du groupe-instrumental-à-tout-faire, du **String band** breton, est devenu pour ainsi dire inéluctable. Les **Diaouled ar Menez** ouvrent la voie.

Les Bleizi Ruz sont nés de cette vague dès 1973. C'est à l'origine le rassemblement de neuf musiciens brestois, certains déjà bien formés à la musique bretonne, d'autres qui viennent de la découvrir. Et d'emblée, ils gagnent le premier prix du Kan ar Bobl à Lorient, l'année même de leur création. Avec le recul du temps, les Bleizi Ruz de 1981 s'étonnent un peu d'avoir pu remporter ce trophée, compte tenu de leur inexpérience d'alors et du caractère délibérément novateur, presque provocateur de leur formation: deux bombardes, accordéon, guitare, batterie, basse, flûte, saxophone... et basson! Dans la foulée, ils enregistrent un 33 tours chez Arfolk. L'un des rescapés de l'ancienne formation sourit un peu à l'évocation de ce premier disque: «**Il est arrivé trop tôt**». Non qu'il le considère comme génial. Il est tout à fait conscient de ses maladroites, et

ne les renie d'ailleurs pas. Mais pour lui, il était incontestablement trop novateur, pour le public et pour les musiciens du groupe eux-mêmes qui devaient maîtriser à la fois une musique un peu neuve pour certains et un trop grand nombre d'instruments.

1976. La vague passe. La mousse retombe sur la bière. Reste la bière. Ceux pour qui le fest-nos n'a été qu'une mode lui tournent le dos pour adorer une nouvelle idole. Cette fois, c'est le folk. Plus tard, il sera de bon ton de cracher sur le folk pour se donner corps et âme au rock. Les modes passent. Le fest-nos reste. De nombreux groupes ne résistent pas à ce reflux temporaire, en particulier ceux qui cultivaient la médiocrité. Restent ceux qui ont toujours cru à leur musique. Les Bleizi

Les Bleizi Ruz avec Patrick Ewen



BOZEC et FILS

Bières Kronenbourg
Fuel

Z.I. de Kerivin
29210 MORLAIX

Tél. 88.11.19

LES COMPAGNONS DU BATIMENT



GROUPEMENT
D'ENTREPRISES
un bon choix

Siège : 21, rue de Brest
LANDERNEAU
Tél. 85.35.40 et 85.24.37

Bon pour une
documentation

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

ON A FAIT LE CLOWN



FR3

Chantal Baumann et Alain Gallet

Navrante et déconcertante l'émission sur la chanson bretonne sur FR3 le dimanche 18 janvier.

A chacun sa p'tite chanson, bonne dans l'ensemble, mais quelle présentation: insupportable. Tout le monde était triste, mais triste! C'est vrai, il y avait de quoi. Les Tri Yann étaient transformés en clowns lilliputiens sur les plateaux d'une balance ancienne, jolie d'ailleurs la balance! Stivel (Alane Stivel pour l'occasion), descendant, la mort dans l'âme, les pentes des Monts d'Arrée. On avait dû dire aux gamins de la chorale de Rennes de faire attention de ne pas tomber dans les cailloux; comme ils étaient sages! Transis et figés par petits tas dans les rochers, habillés comme pour aller à la messe. Maripol, elle, n'a pas été

arrangée dans l'histoire, fantôme blanc, derrière un rideau blanc, assortie d'un cygne empaillé, elle mérite quand même mieux.

Quant à Gérard Delahaye, c'était le clown gai, pas mal d'ailleurs. Son Transbigouden, un petit train en dessin animé, peinait et crachotait dans la campagne, pour s'écrouler lamentablement à la fin de la séquence. De quoi faire trouver normal le démantèlement du réseau SNCF en Bretagne.

C'est donc ce genre de pitreries qu'il faut faire pour avoir droit à un temps d'antenne nationale? Alain Gallet s'est vraiment défoncé pour plaire — mais à qui?

D. G.



8 et 10, Place de la Liberté
Tél. 44.59.03 BREST
SERVICE APRÈS-VENTE

CAISSES ENREGISTREUSES SWEDA
MACHINES A ÉCRIRE ET A CALCULER
MEUBLES ORDO - ATAL
BALANCES - PHOTOCOPIEURS

CUISINES SUR MESURE

Bois - Stratifié - Tous Styles
FABRIQUE - VENTE de MEUBLES
Appareils Électro-Ménagers

ÉLÉMENTS DE CUISINE

Ets GENTIL Frères

FABRICANTS

2, rue Saint-Sané - PLOUZANÉ - 29290

Tél. 89.41.11

Ruz sont du nombre. Mais la formation s'est nettement réduite. Du groupe initial ne subsistent que trois musiciens: Loig Le Borgne, accordéon, Eric Liorzou, guitare et René Martin, bombardes. Viennent s'y joindre, passagèrement, divers instrumentistes. En 1978, le groupe prend sa composition actuelle en s'adjoignant Jean-Luc Créac'h, à la basse et Christian Desbordes au violon.

Bleizi Ruz tourne en Bretagne. Et tourne bien puisqu'ils sont pris pratiquement toutes les semaines, ce qui n'est pas si mal pour cette formation d'amateurs. Les demandeurs sont divers. Il y a ceux qui font un fest-nos parce que ça paye plus qu'un bal musette et qui veulent donc un groupe qui marche mais il y a aussi ceux qui font appel à eux sachant que l'on danse bien sur la musique des Bleizi Ruz. Quel que soit le cas, le contrat qu'ils signaient avec les organisateurs exigeait qu'un franc par entrée soit versé pour Diwan. Ils ont probablement été le seul groupe à le faire aussi systématiquement. Cela n'a pas toujours été tout seul et cette exigence leur a valu leur ration d'incompréhensions, de refus ou d'insultes. Plus récemment, ils ont entrepris des tournées à l'étranger et ils font actuellement équipe avec Patrick Ewenn. Leurs projets: «Inaugurer, en plus des festou-nos, une formule de concerts. Cela leur demandera beaucoup plus de travail, ils en ont conscience, mais ça devrait aussi les aider dans leur toute nouvelle carrière de professionnels.

Le disque qu'ils viennent de sortir est caractéristique de la manière des Bleizi Ruz. Paradoxalement, il est nettement plus posé et plus traditionnel que le premier. C'est avant tout une musique d'amis, une musique sans prétention, mais une musique de musiciens véritables qui aiment manifester ce qu'ils font et dont la principale ambition est de le faire partager à leur public. J'avoue avoir été surpris par les progrès indéniables du groupe et par la propreté musicale de leur prestation. La technique nouvelle de gravure stéréophonique n'est pas seule en cause. Les Bleizi-Ruz font preuve ici d'un sens évident de l'orchestration, sans doute plus intuitif et empirique, que travaillé. Le fait est suffisamment rare dans la discographie à danser bretonne pour mériter d'être souligné. Fait aussi rare dans ce genre de musique, elle est aussi agréable à écouter «dans un fauteuil» qu'à danser dans une ronde. L'intervention de la bombarde en fa récemment tournée par Dorig Le Voyer est une trouvaille: les sonorités plus graves de cet instrument ressemblent assez à celles des hautbois des Balkans (taragot) et conviennent admirablement au calme de l'hanter-dro vannetais, comme à l'interprétation en En-dro «à la hongroise» d'un air kabyle d'Idir. Quant à la participation d'un couple de chanteurs de kan ha diskan, elle montre, comme l'écrivent d'ailleurs ces derniers que le fossé n'est pas infranchissable entre les «trads» et certains groupes musicaux, pour peu que ceux-ci travaillent proprement. Vous saurez tout ou presque si je vous dis que j'ai eu presque autant de goût à aller discuter avec les Bleizi Ruz pour les besoins de cet article, qu'à écouter leur dernier disque.

Jean-Yves Monnat.

Discographie des Bleizi Ruz:

SB 361. Productions Ar folk.

KB 80301. Productions Kerblues; Distr. Nevez Diffusion.

La peinture, ça saute à la figure !

Un entretien avec Glaoda Jaouen

Glaoda Jaouen est un jeune peintre breton dont les œuvres commencent à être connues ici ou là; une exposition de groupe au Pac de Brest il y a deux ou trois ans, une autre au Relecq-Kerhuon puis à Morlaix, une pochette de disque remarquée, celle du 33 tours du groupe «Storlok», et enfin une exposition qui en fit réagir plus d'un à la dernière fête du peuple breton de Brest. Disons tout de suite que le contenu provocateur, décapant et résolument anti-colonialiste de ces peintures nous a donné envie d'en savoir plus.

P.B. Glaoda, voilà quelque temps déjà que les gens commencent à remarquer tes toiles qui, c'est le moins que l'on puisse dire, ne laissent personne indifférent. Comment cela a-t-il commencé?

G.J. L'école des Beaux-Arts de Brest. La peinture que je fais arrive par réaction à ce qui se fait à l'Ecole des Beaux-Arts, à l'art officiel et académique. C'est aussi par «ras-le-bol» des bla-bla-bla et des grands discours autour de la peinture. Je voulais une peinture qui parle, une peinture langage, qui s'adresse directement aux gens, et non une peinture à la recherche de concepts plus ou moins fumeux.

P.B. Mais la provocation pour s'adresser aux gens, c'est aussi une façon conventionnelle de leur parler?

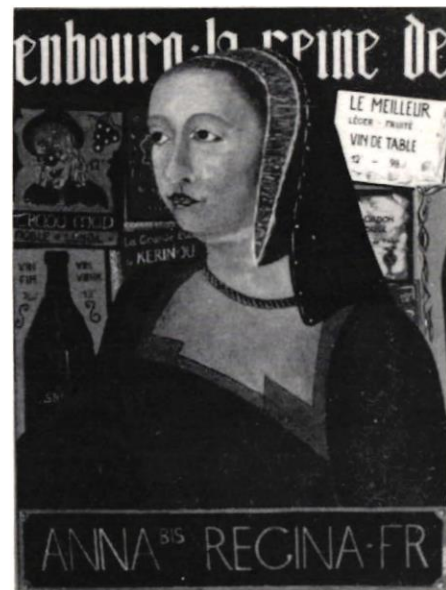
G.J. La peinture que je fais, ce n'est pas seulement de la provocation, c'est aussi un constat de la vie actuelle.

Mais je voudrais dire aussi à ce propos qu'étant Léonard originaire de la «ceinture dorée» il y a un parallèle avec ce que fait «Strollad ar Vro Bagan», originaire du même coin, ou le groupe «Storlok». Nous avons eu le même poids de «religion» et de «pognon» sur le dos, et au niveau sensibilité, ça se retrouve. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si j'ai travaillé avec un autre copain sur les décors de la pièce «Ma helljen-me kanan laouen» et «Mikael an Nobletz» ainsi que sur la pochette du disque «Stok ha Stok».

Nous avons la volonté de parler aux gens du coin de leur histoire, de leurs problèmes, de ce qu'ils ont vécu et de ce qui coince en eux aujourd'hui. Avec une façon de voir les choses qui nous est commune, puisqu'on part du concret, des gens qui nous entourent, de la vie quotidienne.

P.B. Et pourquoi ont-ils réagi?

G.J. Parce que je peins des réalités qui



sont rarement étalées dans le domaine artistique, et des réalités, qui ici concernent l'oppression dont souffrent les Bretons: le fric, la religion, l'armée et la boisson. C'est une dénonciation de ce qui se passe autour de nous.

100%

Traditionnelles



- Devis, études réalisés par notre architecte.
- Service terrain.



maisons
abonnel

bretagne

9, rue de Lyon
29200 BREST
Tél. 46.37.86

Retournez
ce bon à
abonnel

Nom :
Adresse :

Tél. :

Je désire recevoir une documentation
gratuite ☐

Je souhaite la visite d'un de vos
commerciaux ☐

une maison au pays pour une qualité de vie

Prochainement :

un lotissement de 19 maisons à 15 kms de Brest. Dès maintenant
Renseignez-vous



En fait, les gens réagissent parce que je peins brutalement une réalité que les gens n'osent pas aborder de face dans la vie courante. On a refoulé en eux la langue bretonne, une vision du monde originale, et on a plaqué par dessus une autre civilisation, complètement différente, en leur disant que la première, la leur, ne valait rien. Et cette frustration crée des monstres recroquevillés dans la conscience des gens, et le jour où ça éclate, ça explose comme une boîte de choucroute fermentée. Et je montre cette réalité: le monde d'aujourd'hui avec cette occupation des esprits et des terres par l'armée, l'église, le fric, la pollution et puis parallèlement le monde refoulé dans l'oubli: bestiaire de la fantasmagorie celtique et non grouillement intestinal d'entrelacs et de motifs symboliques. Ça donne le portrait d'Anne de Bretagne sur fond d'étiquettes de pinard, une variation bretonne sur le thème des choux-fleurs, ou la tête de Giscard empalée sur un motif d'entrelacs irlandais.

Je voudrais revenir sur l'Ecole des Beaux-Arts et dire que ce qui est terrible là-dedans, c'est le décalage qui existe entre l'enseignement qui y est donné (avec l'histoire de l'art, l'histoire contemporaine depuis Gauguin, Dada, jusqu'à nos jours) et la réalité culturelle quotidienne.

Et pour moi, le coup de foudre, ça a été un de mes professeurs qui s'appelait Tisserand. Il était membre de la coopérative des Malassis qui exécuta «le radeau de la Méduse» à Grenoble et «Le grand méchoui» une fresque qui fit scandale puisque c'était une commande du gouvernement Pompidou: une histoire de France en fresque.

Cette œuvre monumentale devait orner je ne sais plus quel édifice officiel. La coopérative exécuta la fresque en question, mais en y faisant figurer tous les scandales et les guerres coloniales qui ont secoué ce beau pays depuis pas mal de temps. Cette fresque fut longtemps interdite en France. La manière de peindre de Tisserand m'a laissé entrevoir une manière figurative et réaliste, branchée sur la vie de tous les jours. Lui ne faisait que ça. Sa peinture lui servait d'arme politique. Une peinture que n'importe qui pouvait comprendre. Et c'est ça qui m'a donné un sérieux coup de pied au cul pour démarrer. Avant, on

se tâtait tous sans oser y aller. Lui a été le détonateur. Car il provoquait par ses peintures la mise en évidence de problèmes que personne ne voulait mettre à jour. Quant à moi, c'est pareil. La peinture que je fais n'est pas pour ailleurs, elle est pour les gens d'ici, elle traite des problèmes présents dans notre vie quotidienne.

P.B. Ne penses-tu pas que ton style s'accorderait mieux à celui de l'affiche?

G.J. Oui, on me dit souvent ça. On me dit souvent que ce que je fais rendrait mieux sous forme d'affiche, et non comme une peinture plus proche de l'art conventionnel. Eh bien, les affiches, les villes et les campagnes en sont couvertes. Plus personne ne les regarde. Et puis bientôt, il n'y en aura plus. Tandis qu'un tableau de peinture, c'est autre chose: encadré, propre, présentant bien, ça fait déjà «œuvre d'art» en soi. Ça donne à ce qui y est représenté plus de valeur artistique au départ. Donc les gens regardent ça avec plus d'attention et de respect que si c'était une affiche, qui a moins de valeur marchande à leurs yeux. A priori, pour les gens, un tableau a une valeur artistique. Et de cette façon, ils le reçoivent en plein visage avec plus de force que si c'était une simple affiche.

Par exemple, à la fête du peuple breton, les gens venaient voir mon exposition comme on va visiter une «galerie d'art», alors qu'en fait, c'était le même message que toutes les affiches et les slogans qui pouvaient être placardés un peu partout. Mais les gens étaient plus touchés parce qu'ils venaient au départ pour voir «de la peinture», et ils ne s'attendaient pas à ce que cette peinture leur saute à la figure. En sortant de l'exposition, ils riaient jaune, alors qu'au début, ils riaient beaucoup plus franchement.

D'une façon générale, les gens sont étonnés, de voir traiter en peinture, comme une œuvre d'art, des sujets qui sont essentiellement de l'ordre de la dénonciation politique. Et c'est ça qui est important. Que les «académiciens de la peinture» protestent parce que Glaoda Jaouen expose, c'est normal, parce que je leur vole une manière de s'exprimer, un outil, un langage dont ils se croyaient propriétaires. La différence qui existe entre les académiciens de la peinture et moi, c'est qu'eux discutent autour d'une toile, et moi je m'en sers pour parler.

A dire vrai, ce n'est pas de la peinture que je fais, c'est de l'imagerie politique, c'est-à-dire en référence à la vie du peuple.

J'admire ce que font les autres, comme le groupe «Finistère» ou d'autres peintres, mais c'est dommage que ces peintres ne se comprennent qu'entre eux et personne d'autre. D'une façon générale, les gens ne connaissent rien à l'histoire de l'art, à l'évolution des arts contemporains, il y a un décalage formidable, entre les cénacles artistiques et le peuple. Mais pour moi, la référence, c'est justement la vie populaire.

P.B. En conclusion?

G.J. En conclusion, j'espère que le débat est ouvert, et que ce débat sera constructif: pourquoi pas des réalisations collectives dans l'avenir?

tous les événements heureux

Jean Alain Trouost

— IMPRIMEUR —

11, RUE DE LA FRATERNITÉ LESNEVEN

Tél. 83.00.77

café

Le Pichon

BRULERIE DU LEON

88, rue Jean-Jaurès - BREST - Tél. 44.34.96

NOS SPÉCIALITÉS DE CAFÉS FINS

DIALOGUES

37, rue Louis-Pasteur
Centre Commercial Rallye Brest

●

Librairie - Disques

●

AGENCE IMMOBILIERE GELEBART

Place St. Julien - Landerneau - tél. 85.21.01

à votre disposition pour toutes transactions et locations (maisons, appartements, terrains, fonds de commerce...) sans frais pour le propriétaire,

Vous propose entre autres fonds de commerce :

- A LOPERHET, fonds laines, librairie, papeterie... conv. femme seule. Px. : 12 U.
- A LANDERNEAU, fonds photo travaux professionnels.
- A LANDERNEAU, fonds optique-photo
- 29-N, imprimerie pr 1 à 2 pers.

EXPO - VENTE ARTISANAT

Tous objets en bois
Antiquités

TRAOU-BREIZH

Dour-Ru - PLOMELIN

Tél. 55.11.42 KEMPER



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Qui défend les pêcheurs ?

Dans votre journal du 3 janvier 1981, je relève dans l'article de Martial Catherine «Quinze députés pour le budget...», le texte suivant: «aucune voix ne s'est élevée pour défendre l'avenir de nos marins pêcheurs, de nos marins de commerce... Ceux-ci seraient-ils exclus des débats tant à l'échelon européen qu'hexagonal? Il devient urgent que le peuple breton soit représenté»...

Et vous citez à la suite d'un extrait d'une de mes déclarations que vous qualifiez d'électorale.

J'aurai 3 remarques à faire:

1) En faisant l'amalgame de l'activité des députés de tous les partis, vous omettez de dire qu'il y a un seul député communiste breton à l'Assemblée Nationale, mon ami François Leizour compte tenu de l'injustice de la loi électorale.

2) Vous omettez également de préciser que je ne peux m'exprimer dans cette Assemblée étant élue à l'Assemblée Européenne.

3) Enfin, vous commettez un pur et simple mensonge lorsque vous dites que les marins bretons sont exclus des débats à l'Assemblée Européenne. Un simple regard sur les compte-rendus officiels vous permettra de rectifier.

Je suis en effet intervenue sur les pêches bretonnes au cours des débats qui ont eu lieu en septembre, octobre et novembre 1979, ces débats ont d'ailleurs eu lieu à mon initiative (conflit de la langoustine). En 1980, je suis intervenue dans tous les débats sur la pêche, c'est-à-dire, en mars, juin, septembre,

novembre et décembre. Je m'apprête à intervenir jeudi prochain sur l'organisation des marchés de la pêche. Outre ces interventions, j'ai conduit une délégation de Maires Communistes du Finistère à Luxembourg et effectué de nombreuses démarches de lutte auprès des autorités gouvernementales.

Enfin, je tiens à vous signaler que dans la dernière période, les élus communistes ont multiplié les activités pour défendre la pêche et en particulier la pêche bretonne: lettre de Georges Marchais à R. Barre sur les quotas de pêche, memorandum sur la pêche présenté à la presse le 2 décembre 1980 par R. Leroy, J. Bardol et moi-même.

Vous trouverez ci-joint, quelques-unes de nos interventions qui intéresseront j'en suis sûre vos lecteurs.

Il est vrai cependant que les travailleurs de notre région sont mal représentés à l'Assemblée Nationale: une loi électorale juste donnerait au Parti Communiste plusieurs sièges en Bretagne, cela permettrait effectivement une défense plus active des catégories les plus défavorisées, en particulier des marins-pêcheurs.

Sylvie Le Roux,
Représentante de la France
à l'Assemblée Européenne.

L'objet de notre article n'était pas le décompte des députés bretons à l'assemblée nationale, mais l'analyse de la discussion sur le budget de la pêche à la dite assemblée, discussion qui a effectivement eu lieu devant quinze députés.

Que Sylvie Le Roux ne fasse pas partie de l'Assemblée Nationale est un fait... contre le lequel nous ne pouvons rien.

Qu'elle intervienne beaucoup à l'Assemblée Européenne, et manifestement avec énergie est à souligner, en effet, mais ne nous empêche aucunement de porter une appréciation sur certaines de ses déclarations.

Que les lois électorales soient injustes, Sylvie Le Roux a parfaitement raison de le souligner surtout en s'adressant au journal d'un parti l'UDB, que les dites lois tiennent écarté des compétitions européennes. Nous apprécions le tact... Il est simplement dommage que le parti de Sylvie Le Roux ait, en accord avec les trois autres grands partis français, soutenu et voté une telle loi. Et qu'apparemment, il la soutienne encore...

J. ROLLAND
56460 LA CHAPELLE-CARO

Plomberie - Sanitaire
Chauffage Central
Tél. 74.92.95

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

PUBL VREIZH

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

FARCES - GADGETS - MASQUES
ATTRAPES - COTILLONS - ARTIFICES

L'ANGE FARCEUR

Spécialiste en : ARTICLES DE MAGIE
KERMESSE
DÉCORATION
NOËL

JO DUVAL - 18, Rue Georges Clemenceau
Saint-Servan-sur-Mer - 35400 SAINT-MALO
Tél. (99) 56.96.18

Breiz
Imprimerie

100, Rue Paul Guieysse
LORIENT
64.16.42

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman
29000 KEMPER
Pell : (98)95.45.82

Armor.lux

SOUS-VÊTEMENTS
TEE-SHIRTS
PULLS MARINS
QUIMPER

La Belle Epoque

Antiquités - Brocante

35, rue Jean-Macé - BREST
Tél. 46.44.77

Miroiterie - Revêtements sols et murs

PEINTURES EN GROS

**SO
MI
PE**
DISTRIBUTION

10, Av. de Keradennec/Quimper/90.75.01

Vos bijoux celtiques or et argent
Collection importante



Roger MINGANT

Horloger-bijoutier



95, rue de Siam - 29200 BREST - Tél. 46.06.02

Kenober

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération

QUIMPER

Tél. 90.63.33



CARAVANES RIGIDES-PLIANTES **CASITA**

CARAVANES RIGIDES **GEORGES et JACQUES**
DRAGONER - TESSERAULT

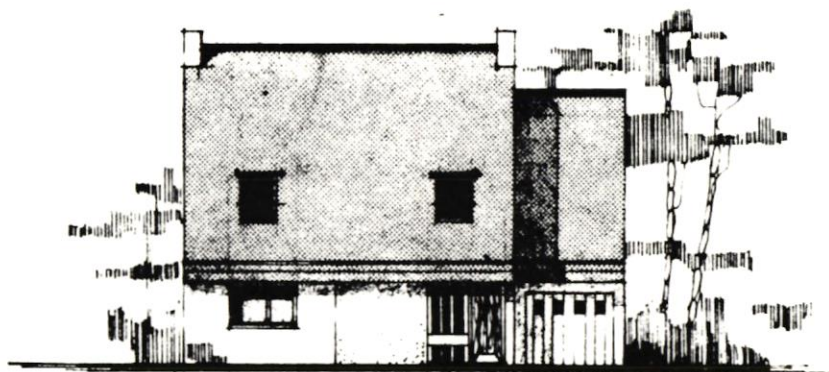
REMORQUES **FRANC**

BATEAUX en Kit **POLYMER**

VENTE - REPRISE - ACCESSOIRES
ENTRETIEN - HIVERNAGE

SA .MARIN

ENTREPRISE GÉNÉRALE DE BÂTIMENT



KERIVARC'H-LAVALLOT
29215 GUIPAVAS

• ETUDES - PLANS •
• DEVIS •

TÉLÉPHONE : (98)28.17.02



L'Armor-Pleubian, tout autour de la Presqu'île Sauvage, à 15 kilomètres environ de Tréguier et autant de Paimpol. Le sillon du Talberg, étroite bande d'alluvions, longue de quatre kilomètres, s'élance vers la mer. Sur le Sillon, les «meules» de goémon font partie du paysage, image d'Epinal pour touriste en mal de couleur locale, ou pour carte de vœux qu'authentifie le «Bloavez Mad» de rigueur. Ici, la récolte du goémon est une tradition et constitue depuis des générations une source de revenu non négligeable pour les habitants de la Presqu'île. Depuis des siècles les algues servent à l'amendement des sols de la région. L'arrivée massive sur les marchés des engrais chimiques n'a pas réussi à supplanter le «varech».

Créée au début de ce siècle, l'usine de Pen Lan, en l'Armor-Pleubian, fait elle aussi, partie du paysage. La CECA (Carbonisation et charbons actifs) s'y est spécialisée dans la production d'alginate, produit à base d'algues dont les utilisations sont multiples: textile, papeteries, cosmétique, électronique, pharmacie, agro-alimentaire... etc. Rachetée il y a peu par le groupe Paribas, l'usine de l'Armor-Pleubian employait jusqu'à la fin-novembre une cinquantaine de personnes, chiffre important dans cette région du Trégor-Goëlo, où les usines se comptent sur les doigts de la main.

Début décembre, l'annonce de la fermeture de l'usine au mois de juin prochain a fait ici l'effet d'une bombe. Dans le même temps, 28 des 50 employés étaient mis en chômage technique temporaire. Un temporaire qui va durer jusqu'au mois de juin, les ouvriers viennent d'en être informés, par le directeur du personnel, Monsieur Yschard. Ainsi, la Convention collective de la chimie qui impose aux employeurs un préavis de 6 mois avant tout licenciement est-elle contournée.

Que propose la direction aux ouvriers de l'usine? Rien ou presque: quelques stages de formation, des mutations (douze au total... et au conditionnel) dans d'autres usines du groupe. Monsieur

PLEUBIAN Partir ou se battre!»

1-2 : Une usine abandonnée depuis déjà longtemps.

3 : Distribution de tracts sur le pont de Lézardrieux.

(Photos : Le peuple Breton/P. Morvan)



Yschard n'hésite pas: «Pour les célibataires, nous ne pouvons que leur conseiller l'exode» lance-t-il sans honte. Sans aucun doute, M. Yschard est-il comme Raymond Barre, un adepte de mobilité de l'emploi, pour qui «vivre et travailler au pays» est une formule vide de sens.

On imagine facilement que les ouvriers de l'usine de Pen Lan — certains y travaillent depuis plus de 20 ans — ne peuvent envisager de gaité de cœur de quitter leur Presqu'île. Sans parler des problèmes insolubles (de logement, en particulier) qu'ils rencontreraient en partant.

Avec les 50 employés de la CECA de Pleubian, et leurs familles, c'est plus de deux cent personnes qui sont concernées par cette fermeture. Mais il y a aussi les professionnels qui vivent de la récolte du goémon, une cinquantaine également dont certains se sont lourdement endettés pour pouvoir acheter le bateau mécanisé dont se servent aujourd'hui les goémoniers. Au total directement ou indirectement, plusieurs centaines de personnes sont touchées: avec les commerces, les écoles, etc... c'est toute la vie économique et sociale de la Presqu'île Sauvage qui est menacée.

Actuellement, les ouvriers de la CECA en chômage «temporaire» se battent pour être indemnisés à 80% de leur salaire, quand la direction, qui a décidé d'une interprétation bien personnelle de la Convention Collective de la profession, leur accorde 42% plus 27,50 par jour. Le syndicat CGT, seul représenté à l'usine, tente de populariser leur lutte et d'informer la population du Trégor-Goëlo. Ils ont reçu le soutien du Comité local des pêches du quartier de Paimpol.

Une distribution de tracts sur le pont de Lézardrieux, véritable trait d'union entre le Trégor et le Goëlo, a déjà eu lieu. Des réunions publiques sont également prévues ainsi que des actions moins légales... telles que l'occupation des locaux.

A l'heure actuelle, on le sait, le Pouvoir cherche à éliminer le plus discrètement possible et à moindre frais, les «canards boiteux» de l'industrie.

En luttant pour obtenir les indemnités auxquelles ils ont droit, mais aussi en recherchant des solutions, en avançant des propositions pour le redressement de leur usine, les travailleurs de la CECA résistent à cette politique.

Et, si la situation coloniale de la Bretagne n'est plus à démontrer, il faut tout de même savoir que, pour rencontrer leur «Directeur du Personnel et des Affaires Sociales» (!), les délégués des ouvriers de la CECA ont dû se rendre à Paris...

Pierre Morvan.